



Rumilly, le 09 mars 2021

Séance publique du Conseil Municipal de la Ville de Rumilly en date du jeudi 04 mars 2021

PROCES-VERBAL

L'an deux mil vingt et un, le 04 mars

Le Conseil Municipal de la Ville de RUMILLY, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire à la salle des fêtes de Rumilly, sous la présidence de Monsieur Christian HEISON, Maire.

Nombre de membres en exercice : 33

Date de la convocation : 26 février 2021

Présents : Mrs HEISON – DÉPLANTE – Mme CINTAS – Mrs MONTEIRO-BRAZ – TURK-SAVIGNY – Jean-Marc TRUFFET – Mme DUMAINE – M. DUPUY – Mmes SANCHEZ – COGNARD – Mrs DEMEZ – ABRY – Mmes CHAL – GENEVOIS – Mrs TAIX – MORISOT – DULAC – Mme LABORIER – M. CLEVY – Mme ORSO-MANZONETTA-MARCHAND – Mrs Nicolas TRUFFET – HECTOR – Mme CHARVIER.

Absents excusés : M. BONANSEA qui a donné pouvoir à M. MONTEIRO-BRAZ – Mme BOUKILI qui a donné pouvoir à M. Jean-Marc TRUFFET – Mme STABLEAUX qui a donné pouvoir à Mme CHAL – Mme FOURNIER qui a donné pouvoir à M. DUPUY – M. LOPES qui a donné pouvoir à M. Jean-Marc TRUFFET – M. CHIARA qui a donné pouvoir à M. TURK-SAVIGNY – M. BUTTIN qui a donné pouvoir à M. HEISON – Mme SELAM qui a donné pouvoir à M. HEISON – M. BERNARD-GRANGER qui a donné pouvoir à M. Nicolas TRUFFET – Mme CROENNE qui a donné pouvoir à M. HECTOR.

Mme SANCHEZ a été désignée Secrétaire de séance.

Avant d'approuver le procès-verbal de la séance précédente et de débiter l'examen des affaires inscrites à l'ordre du jour du présent conseil municipal, M. Nicolas TRUFFET souhaite intervenir concernant la possibilité de permettre aux Rumilliens d'accéder à l'intégralité du contenu des séances de l'assemblée délibérante et donc aux échanges et aux débats qui interviennent lors de ces réunions.

N. TRUFFET ne souhaite pas évoquer la notion de sauvegarde de la mémoire et du patrimoine (comme il a pu le faire récemment) mais souhaite souligner la notion de droit démocratique d'accès aux informations pour les Rumilliens. Il rappelle que l'enregistrement des séances du Conseil Municipal a été mis en place il y a plusieurs années dans ce but précisément.

N. TRUFFET ne nie pas le contexte sanitaire actuel qui dure depuis maintenant bientôt une année.

Il rappelle que :

- J. MORISOT, lors d'une des premières séances du Conseil Municipal délocalisée à la salle des fêtes, avait exprimé cette nécessité d'information et de transparence démocratique.
- La dernière séance du Conseil Municipal filmée, consultable sur le site internet de la Ville de Rumilly, date du 10 septembre 2020.
- Le Conseil Municipal se réunit de manière délocalisée à la salle des fêtes depuis le 05 novembre 2020.

N. TRUFFET pose les questions suivantes à M. LE MAIRE et à l'ensemble de l'assemblée municipale : « Ne pensez-vous que s'impose à la Municipalité de devoir montrer l'exemple sur le fait de s'adapter dans ce contexte si particulier ? Qui peut dire combien de temps la crise sanitaire va s'imposer à nous et nous contraindre dans nos habitudes ? Qui peut dire que les séances du Conseil Municipal ne se dérouleront pas encore à la salle des fêtes dans six mois, dans une année (en espérant qu'elles puissent toujours se tenir) ? »

Dans ce contexte et cadre imposés par la situation sanitaire, N. TRUFFET estime qu'il faut permettre aux citoyens d'accéder à l'information, de pouvoir voir et consulter les débats et échanges au sein de l'assemblée municipale. Pour ce faire, il estime qu'une captation vidéo à moindre coût via un système léger (smartphone par exemple) serait sans doute possible. Le recours à une Facebook live est également évoqué.

Par ailleurs, N. TRUFFET rappelle la complexité pour le public pour assister aux séances du Conseil Municipal (couvre-feu, attestations...).

J. MORISOT rejoint la proposition formulée par N. TRUFFET et la complète en précisant qu'il s'agit d'une dépense qui pourrait être mutualisée avec la Communauté de Communes Rumilly Terre de Savoie rencontrant les mêmes problématiques lorsque se tiennent les séances du Conseil Communautaire à la salle des fêtes.

M. LE MAIRE indique que la tenue des séances du Conseil Municipal à la salle des fêtes risque de durer encore plusieurs semaines, voire mois compte tenu des informations venant d'être communiquées par le Premier Ministre sur le contexte actuel et sur la période qui n'est pas au relâchement mais au maintien des consignes sanitaires.

Concernant la présence du public, M. LE MAIRE propose qu'un courrier soit adressé au Préfet pour lui faire part de la difficulté de celui-ci pour se rendre aux réunions et pour lui évoquer l'envie collective de l'assemblée municipale de trouver des solutions concrètes pour permettre aux personnes qui le souhaitent de participer auxdites réunions.

M. LE MAIRE rappelle d'ailleurs l'obligation d'ouvrir ces réunions au public et que, dans le cas contraire, les délibérations pourraient être entachées d'illégalité et, en même temps, les difficultés rencontrées par le public pour participer (couvre-feu, case ne correspondant pas sur les attestations de déplacement dérogoire).

Concernant la captation vidéo des séances du Conseil Municipal et également des séances du Conseil Communautaire (même si, jusqu'à présent, ces dernières n'étaient pas filmées), M. LE MAIRE s'accorde à dire qu'il convient de réfléchir à un système « léger » à un coût raisonnable qui permette ces retransmissions. Il missionne F. DUMAINE et J. CORRON pour étudier ce dossier.

↳ Délibération n° 2021-02-01

Nature : 7. Finances locales – 7.1. Décisions budgétaires

Objet : Débat d'orientations budgétaires 2021

Rapporteur : M. Eddie TURK-SAVIGNY, Adjoint au Maire

Conformément à l'article L2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, dans les communes de 3 500 habitants et plus, le Maire présente au Conseil Municipal, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette. Ce rapport donne lieu à un débat au conseil municipal. Il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique. Dans les communes de plus de 10 000 habitants, ce rapport est complété par une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs.

Ce rapport porte sur le budget général mais également sur les budgets annexes. Il reprend les éléments suivants :

- Un volet expliquant le contexte général de la situation économique et sociale tant sur le plan Européen que sur le plan National ainsi qu'une présentation de la loi de finances 2021 pour la partie intéressant les collectivités territoriales.
- Un volet sur les grandes tendances budgétaires et les grandes orientations de la collectivité, en matière d'épargne notamment.
- Une présentation de la rétrospective et prospective budgétaire 2019 – 2026, actualisée au mois de février 2021.
- Un zoom plus précis sur les recettes et dépenses de fonctionnement pour 2021.
- Un volet analysant la structure de notre encours de dette, son évolution dans les trois prochaines années (2022 – 2024).
- Un zoom sur la capacité d'investissement de la collectivité, pour l'année 2021, avec le détail des opérations envisagées, ainsi qu'une projection sur les capacités financières dans les exercices à venir.
- Enfin, un focus sur les budgets annexes de la collectivité viendra compléter ce rapport.

La commission « Finances / Affaires juridiques » a débattu de ce dossier lors de sa réunion en date du 16 février 2021.

Au titre des interventions :

M. LE MAIRE rappelle qu'il s'agit du débat d'orientations budgétaires et non du vote du budget. Ceci viendra dans un second temps. Le débat d'orientations budgétaires est nécessaire pour mesurer les grands équilibres, les orientations spécifiques et particulières. Il insiste sur la nécessité d'être prudent en terme de ressources même si des indicateurs (droit de mutation, fonds genevois) semblent rester à un niveau relativement important en ce début d'année. L'année 2021 démarre et personne ne sait de quoi elle sera faite. La prudence est donc plus que de rigueur.

M. LE MAIRE interviendra plus tard sur l'approche nouvelle de gestion des budgets avec la mise en place d'autorisations de programmes et de crédits de paiement sur des grands projets qui couvriront plusieurs exercices. Ces démarches seront mises en place afin d'obtenir, d'une part, un engagement formel auprès de la population sur la réalisation de ces travaux, d'autre part, un taux de réalisation de l'engagement proche de 80 / 90 %.

Par ailleurs, M. LE MAIRE souligne le non-recours à l'emprunt pour cet exercice budgétaire et la non-augmentation des taux. Il s'agit d'une gestion « en bon père de famille » qui est proposée pour cette année 2021.

J. MORISOT exprime son regret de ne pas avoir eu le rapport d'orientations budgétaires 2021 complet lors de la dernière commission « Finances / Affaires juridiques ». Les membres de la commission avaient eu un support avec un plan dudit rapport mais pas l'intégralité du contenu. J. MORISOT indique qu'il ne s'agit pas d'une critique envers les services. Pour lui, afin que la commission puisse préparer ce débat, elle aurait dû obtenir plus d'informations et avoir une vision plus globale.

Sur le fond, J. MORISOT souhaite revenir sur un point important qui souligne, au regard de la loi de finances, le fait que les collectivités perdent tout moyen d'action. Ceci est encore plus visible au niveau de l'impôt indirect avec l'évolution de la taxe sur l'électricité. Par rapport à cela et à la crise sanitaire, J. MORISOT indique que « l'on semble sortir d'une approche néolibérale des collectivités, des pouvoirs publics ». Pour lui, la phrase « Quoi qu'il en coûte » est une phrase slogan qui doit également s'appliquer, y compris avec un effet rétroactif, aux collectivités locales. Quel que soient les désaccords locaux au niveau des choix politiques, il semble important à J. MORISOT, par rapport à la situation actuelle, que l'investissement public local soit défendu, que le service public local soit maintenu.

Celui-ci indique que les dotations et compensations diminuent et que les collectivités locales ne sont plus libres de leurs propres fiscalités. Il rappelle que le droit à l'impôt et le droit de décider l'impôt pour tous est une décision révolutionnaire de 1789, inscrite dans la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. Il trouve dommage que, sur l'impôt et les dotations, aucune protestation ne soit faite sur le fait de déconsidérer une partie des concitoyens qui ne sont plus contribuables suite à la suppression de la taxe d'habitation. J. MORISOT était favorable à une réforme de la fiscalité locale mais, pour lui, « supprimer la taxe d'habitation, c'est coupé un morceau du contribuable, de ce qu'est un contribuable citoyen. On lui enlève la partie contribuable, il est donc un peu moins citoyen ». J. MORISOT trouve cette situation extrêmement regrettable.

Au-delà de la dépense publique, J. MORISOT souligne l'importance de la part de l'investissement public. Pour que le développement économique puisse se faire, pour qu'une entreprise vienne s'installer sur le territoire ou pour qu'une entreprise prospère, il faut qu'il y ait des services publics de proximité (structures d'accueil pour les enfants, politique culturelle, soutien au monde associatif...).

Pour conclure sur ce volet fiscal, J. MORISOT renouvelle sa proposition faite lors du débat d'orientations budgétaires lors du Conseil Communautaire de voter une déclaration solennelle de l'assemblée sur ces aspects de fiscalité et de dotations.

Pour en revenir au débat d'orientations budgétaires à proprement parler, J. MORISOT estime que le groupe majoritaire est dans une vision financière de ce débat et aurait aimé obtenir plusieurs prospectives financières alors qu'une seule a été remise à l'ensemble des membres du Conseil Municipal. Il renouvelle également ses demandes formulées depuis plusieurs années d'accéder à la comptabilité analytique pour l'ensemble des élus afin de permettre à chacun de réfléchir sur le coût réel de l'action de la collectivité.

Après lecture du rapport, J. MORISOT a du mal à identifier les priorités du groupe majoritaire et les projets qui seront réalisés en 2021. Il souligne toutefois le choix effectué par la majorité de recruter un Directeur de cabinet et, à ce titre, ne souhaite pas ouvrir de nouveau le débat sur cette décision et renvoie aux discussions déjà intervenues et aux positions clairement annoncées.

Concernant l'affichage des Restes A Réaliser 2020 avec les dépenses réelles d'investissement pour 2021 permettant de déterminer une somme globale à investir, J. MORISOT estime que cette somme globale est erronée puisqu'il faut lui déduire, de nouveau, la part correspondant aux Restes A Réaliser. Pour lui, le choix qui est proposé consiste à réaliser un peu moins de 7 millions d'euros d'investissement public auquel s'ajouteront les Restes A Réaliser 2021 mais desquels il conviendra de déduire les Restes A Réaliser qui interviendront sur l'année 2022.

Suite à cette intervention, différentes réponses et remarques sont formulées par M. LE MAIRE :

- Concernant la suppression de la taxe d'habitation :
Au moment de la réflexion sur la réforme de la fiscalité et lors du vote de celle-ci, de nombreux élus avaient fait part de leur point de vue et s'étaient exprimés largement sur le concept dommageable de faire disparaître la taxe d'habitation. Le débat a eu lieu en temps voulu et, aujourd'hui, les élus ne peuvent que regretter cette situation.
M. LE MAIRE indique que « lorsque les collectivités ne vivront que de dotations de l'Etat, les élus ne seront que des agents de l'Etat et ne seront plus des élus responsables de la levée de l'impôt » et s'associe aux propos de J. MORISOT.
Il ajoute que les élus ont pour fonction de faire des choix, ont été désignés pour un programme politique, doivent lever une partie des taxes et impôts pour réaliser des projets. L'esprit de la République risque d'être dénaturé si les collectivités locales ne vivent que de dotations de l'Etat.
- Concernant le travail des commissions municipales en amont des séances du Conseil Municipal :
M. LE MAIRE indique que le maximum est fait pour que les membres des commissions puissent obtenir les informations nécessaires afin de permettre un travail constructif au sein de celles-ci et que des efforts continueront à être faits dans ce sens.
- Concernant l'expression « Quoi qu'il en coûte » :
Pour M. LE MAIRE, cette expression peut fonctionner au niveau d'un Etat qui n'a pas l'obligation d'équilibre au niveau des recettes et des dépenses et qui peut avoir recours à l'emprunt. Pour une collectivité, ce n'est pas la même chose puisque son budget doit être équilibré. Cela a un sens au niveau du prélèvement des impôts et de l'augmentation des taux. La collectivité n'est pas dans cette vision et est très attentive au monde associatif, au monde social. Elle n'a pas la volonté d'augmenter les taux, d'avoir recours à l'emprunt et souhaite être prudente dans le contexte actuel tout en gardant un investissement important. M. LE MAIRE ajoute que le plan de relance passera par de l'investissement public.
- Concernant les Restes A Réaliser :
M. LE MAIRE rejoint J. MORISOT sur ce sujet et a l'impression que ces Restes A Réaliser augmentent au fil des années. Pour 2020, compte tenu de la crise sanitaire, il est normal que ceux-ci soient élevés puisqu'un nombre important de travaux n'ont pu être réalisés. Comme l'a indiqué E. TURK-SAVIGNY dans sa présentation, M. LE MAIRE insiste sur la nécessité de définir l'engagement annuel d'investissement à réaliser et de s'y tenir ainsi que de tendre à une transparence et à une rigueur d'analyse et de travail budgétaire.

E. TURK-SAVIGNY complète les propos de M. LE MAIRE en indiquant que :

- Lors de la dernière commission « Finances / Affaires juridiques », il avait été annoncé qu'un travail était réalisé sur la trame du rapport d'orientations budgétaires et que le débat aurait lieu lors de la présente séance. Les arbitrages d'investissement étaient encore en cours.
Lors d'une précédente réunion de la commission « Finances / Affaires juridiques », ladite commission avait travaillé sur les états des arbitrages de la section de fonctionnement sur la base d'un document qui n'avait jamais été remis par le passé.
- Concernant l'absence de moyens laissés aux collectivités, un levier sur la taxe foncière pourrait être instauré à l'avenir. En 2022, pourrait être votée, même si pour l'instant ce n'est pas le souhait de la majorité, une augmentation du taux de la somme de la taxe foncière communale et de la taxe foncière départementale obtenue cette année.
- Concernant la comptabilité analytique, cette demande avait déjà été formulée au cours du dernier mandat et il est très complexe d'obtenir ce type de document. Les membres de la commission « Finances / Affaires juridiques » pourraient travailler de cette manière lors de la réflexion sur la tarification 2022.

Avant de débiter son intervention, P. HECTOR remercie les services pour le travail conséquent réalisé et s'associe aux propos tenus par M. LE MAIRE et J. MORISOT concernant la taxe d'habitation.

P. HECTOR souhaite revenir sur la notion de débat d'orientations budgétaires, ce terme lui posant problème. Pour lui, il est parlé de budget alors qu'il devrait être parlé de projets. Il indique que l'assemblée devrait être en train de débiter sur des projets et, in fine, de débiter sur un budget et donc de chiffres. Depuis des années, le problème est pris à l'envers. A ce titre, il pose les questions suivantes à M. LE MAIRE : « Quelle est votre politique en matière de social ? Quelle est votre politique dans le monde économique ? Quelle est votre politique vis-à-vis du monde associatif ? ». En fonction des réponses apportées, ce sera à ce moment-là qu'un budget pourra être établi et que des chiffres pourront être proposés. P. HECTOR estime qu'il n'a pas de perspective, ni de vision.

P. HECTOR compare le budget de la collectivité au portefeuille de la ménagère et indique, qu'à un moment donné, on a de l'argent ou on n'en a pas. Dans un budget, qu'il soit d'une collectivité, d'une entreprise ou d'un particulier, on regarde toujours les excédents de fonctionnement qui correspondent à la différence des recettes et des dépenses.

En analysant le tableau remis à l'ensemble des membres du Conseil Municipal concernant la prospective budgétaire 2019 – 2026, P. HECTOR constate que l'excédent de fonctionnement de la collectivité diminue de 30 %. A aucun moment, le terme « Economie » est employé ce qui lui pose problème. Il estime qu'à un moment donné, il faut être des élus responsables et que ne peut être dépensé l'argent que la collectivité ne dispose pas. P. HECTOR ne veut pas être alarmiste mais indique qu'il faut faire attention car lorsque la collectivité ne disposera plus d'excédents de fonctionnement, elle ne pourra plus investir. Le seul moyen dont disposera la collectivité, ce sera d'augmenter les impôts ou de vivre à crédit.

M. LE MAIRE débute son intervention en rappelant :

- Que le débat d'orientations budgétaires est cadré dans son organisation et qu'il est réglementaire. Il consiste en la production d'éléments nationaux et internationaux, dresse le contexte financier de la collectivité et la perspective des grands équilibres.
- Qu'est conduit en 2021 le projet pour lequel son équipe et lui-même ont été élus. Le programme Action Cœur de Ville est l'une des plus importantes actions du programme d'investissement.

M. LE MAIRE indique que :

- Pour réduire les dépenses de fonctionnement relatives aux fluides, une somme importante, d'environ un million d'euros, sera consacrée à la transition énergétique en section d'investissement. Les investissements réalisés permettront de réduire les frais de fonctionnement de la collectivité.
Il insiste sur ce dossier sur lequel d'autres structures (Etat – Région – Département – ADEME...) peuvent être au côté de la collectivité en matière de subventions et d'aides.
- Concernant le soutien au monde économique et notamment aux commerçants, la Ville de Rumilly est présente à leur côté et encore plus particulièrement en ce moment dans cette période difficile.
M. LE MAIRE rappelle l'aide apportée au CAE pour la mise en place de la plateforme « Click & Collect ».
- Concernant le monde associatif, M. MONTEIRO-BRAZ est très présent aux côtés des différentes associations qui sont également confrontées à cette période difficile.
- En matière de transports et de déplacements, il conviendra de se pencher sur le dossier des déplacements sur l'ensemble du territoire.

M. LE MAIRE rejoint P. HECTOR lorsque ce dernier indique que l'on ne doit pas dépenser l'argent que l'on n'a pas et affiche la volonté de la collectivité de ne pas augmenter les taux et de ne pas avoir recours à l'emprunt. Il convient d'être très prudent mais, en même temps, le service public, dans la période difficile et compliquée qu'il traverse, n'a jamais été aussi nécessaire.

Pour compléter ces échanges, E. TURK-SAVIGNY ne partage pas l'avis de P. HECTOR lorsque ce dernier aborde le sujet des économies. Il a eu l'impression d'en parler à maintes reprises lors de la lecture de l'exposé. Pour lui, la maîtrise des dépenses de fonctionnement relève des économies.

Il indique que le travail réalisé depuis des années arrive à son terme et qu'il convient de trouver de nouvelles pistes d'économies. Comme l'a indiqué M. LE MAIRE, concernant le domaine des fluides par exemple, un important travail doit être réalisé en matière de rénovation énergétique des bâtiments.

Concernant la notion de débat d'orientations budgétaires, E. TURK-SAVIGNY confirme que des chiffres précis seront donnés lors de la séance relative à l'approbation des budgets. Le débat d'orientations budgétaires consiste à tendre à une sincérité budgétaire en matière d'investissement en inscrivant que des crédits qui seront utilisés, à utiliser l'autorisation de programme qui devrait, à terme, augmenter le taux de réalisation des investissements et, de ce fait, diminuer les Restes A Réaliser. Tout ceci sans augmentation des taux et sans recours à l'emprunt pour cette année.

P. HECTOR est favorable à un débat sur la politique d'une manière générale et sur celle de la Ville si les élus de la majorité le proposaient et se dit très satisfait que la piste de recherche d'économie dans le domaine des fluides soit clairement identifiée. Il s'agit d'un sujet qui lui tient particulièrement à cœur et qui avait été identifié dans son programme.

C. DULAC souhaite que le volet circulation ne soit pas oublié lorsque de nouveaux projets seront à l'étude et lancés. Les accès pour rentrer dans la Ville sont compliqués. La création d'un parking en centre-ville inquiète C. DULAC car il va être demandé à la population de venir se garer au plus proche des commerces ce qui engendrera de nouveaux problèmes de circulation. Il ne remet pas en cause les stationnements de proximité pour les personnes à mobilité réduite ou âgées.

En matière de déplacements et de circulation, M. LE MAIRE précise que de nombreux élus de la Communauté de Communes s'accordent à dire que les problèmes de circulation ne concernent pas que Rumilly mais l'ensemble du territoire et que c'est cette réflexion qui a conduit à créer un troisième grand projet au niveau de l'intercommunalité sur l'analyse des flux qui conduira, peut-être, à la réalisation d'infrastructures majeures sur le territoire.

Il convient de raisonner à l'échelle de l'intercommunalité, la Ville de Rumilly étant incapable financièrement de réaliser ce type d'infrastructures importantes et structurantes pour le territoire tout comme la Communauté de Communes. Concernant ce projet, M. LE MAIRE indique qu'il conviendra de s'entourer d'autres structures comme l'Etat, le Département et que cette infrastructure devra être au service d'un projet d'aménagement. Celle-ci ne pourra être opérationnelle avant une dizaine d'années d'où la nécessité de trouver d'autres solutions transitoires avant (transports collectifs, réaménagement de l'entrée sud de Rumilly, circulation sur les boulevards...).

Concernant le parking de centre-ville, chacun a le droit d'avoir son avis sur la question. M. LE MAIRE indique que, si l'on écoute les commerçants, ceux-ci diront qu'ils voient partir leur clientèle faute de places de stationnement à proximité de leur commerce. Le projet éventuel d'un parking de centre-ville sera également débattu au sein des commissions.

J. MORISOT souhaite réagir par rapport à l'intervention de M. LE MAIRE suite à ses propos. Lorsque celui-ci a employé l'expression « Quoi qu'il en coûte », cela concernait l'Etat par rapport aux dotations de l'Etat et ne concernait pas la Ville qui pourrait faire n'importe quoi, quoi qu'il lui en coûte.

Pour faire suite à l'intervention d'E. TURK-SAVIGNY, pour J. MORISOT, le débat d'orientations budgétaires porte sur les grandes décisions financières mais elles sont liées à

un projet politique. A la lecture de la présentation, J. MORISOT ne retrouve pas certaines idées communiquées par M. LE MAIRE. Il donne notamment l'exemple du soutien aux associations lorsqu'elles reprendront leurs activités. Pour lui, il n'est écrit nulle part dans le rapport comment la ville va venir en soutien auxdites associations.

Pour J. MORISOT, un débat d'orientations budgétaires doit permettre de lire ce qui est mis en œuvre dans un projet avec les décisions financières qui en découlent. Dans le document présenté ce jour, J. MORISOT ne voit pas les orientations dans ce document de préparation budgétaire.

E. TURK-SAVIGNY précise que cette manière de vouloir gérer les investissements fait partie intégrante du projet politique de la liste majoritaire.

M. LE MAIRE précise également que, suite aux échanges concernant le monde associatif, ce dernier est rassuré aujourd'hui de la possibilité et de la manière d'intervention de la collectivité si celle-ci devait être amenée à intervenir. Celui-ci donne l'exemple d'intervention de la Commune auprès du Comité d'Action Economique Rumilly-Alby Développement pour le projet de plateforme mutualisée.

M. LE MAIRE ajoute que la ligne budgétaire consacrée aux dépenses imprévues s'élève à 511 000,00 euros. Il s'agit une vision d'une année où l'imprévu peut être au rendez-vous.

J. MORISOT n'est pas satisfait des réponses apportées par M. LE MAIRE.

M. LE MAIRE insiste sur le fait que la collectivité est très présente actuellement auprès du monde associatif et mesure l'impact et les difficultés rencontrées par celui-ci.

Concernant les logements d'urgence, la difficulté ne se situe pas uniquement sur la ville centre mais également sur d'autres communes du territoire. A ce titre, M. LE MAIRE souligne la démarche d'aller et d'organiser un Centre Intercommunal d'Action Sociale qui est une démarche solidaire territoriale. Par ailleurs, le Département travaille également pour développer un ou plusieurs appartements d'urgence sur le territoire.

I. CHAL rappelle que le projet de campagne porté par le groupe majoritaire parlait de mutualisation et s'étonne de ne rien voir dans le rapport d'orientations budgétaires concernant ce domaine.

En réponse, M. LE MAIRE indique qu'une mutualisation ne peut se faire qu'avec un autre partenaire, une autre structure. Ce n'est pas la Ville qui va mener ce dossier mais bien la Communauté de Communes qui est au centre de l'intercommunalité. M. LE MAIRE précise que D. CINTAS détient la délégation des ressources humaines à la Ville ainsi qu'à la Communauté de Communes. Il s'agit, dans ce cas précis, d'une mutualisation de vision politique. M. LE MAIRE termine son intervention en indiquant qu'il faut tendre à une meilleure efficacité et à une meilleure efficience pour garder le niveau de service et diminuer les coûts de fonctionnement inhérents aux services rendus.

D. CINTAS indique que la commission « Ressources humaines / Administration générale » au sein de la Communauté de Communes a dressé un état des lieux de l'existant et a travaillé à identifier les sujets sur lesquels un travail pouvait être mené. Quatre thèmes ont été retenus et portent sur la prévention des risques, l'action sociale, la gestion des emplois et des compétences ainsi que les systèmes d'information. Des groupes de travail seront créés et il a été proposé aux différentes communes de désigner des personnes (élus et agents) pour intégrer lesdits groupes.

P. HECTOR souhaite savoir si un calendrier a été élaboré pour mener à bien ces dossiers.

En réponse, D. CINTAS indique que ces dossiers seront travaillés au cours de l'année 2021. Elle précise que :

- Celui relatif à l'action sociale, intégrant le Comité des Œuvres Sociales et le CNAS, est le plus urgent car la convention doit être renouvelée avant la fin de l'été.

- Celui concernant la prévention des risques a démarré et une proposition de mutualisation de ce service pourrait être faite au cours de cette année.
- Concernant la gestion des emplois et des compétences, il sera travaillé sur plusieurs années. La première étape consiste à établir un état des lieux de l'ensemble des emplois et des compétences de toutes les communes.
- Concernant les systèmes d'information, le sujet sera traité en 2021 et couvrira également 2022.

D. CINTAS souhaiterait que ce calendrier soit affiné par l'ensemble des élus et agents qui composeront les différents groupes de travail.

Pour conclure ce débat, M. LE MAIRE indique que ces trois budgets seront soumis à l'approbation du Conseil Municipal lors de sa prochaine séance, à savoir le jeudi 1^{er} avril 2021.

LE CONSEIL MUNICIPAL DEBATE des orientations budgétaires 2021 sur la base des documents suivants annexés au présent procès-verbal :

- Le rapport sur les orientations budgétaires.
- La prospective budgétaire couvrant la période 2019 – 2026, avec les années 2019 et 2020 au titre de la rétrospective, mise à jour à la date du 22 février 2021.

∇ Délibération n° 2021-02-02

Nature : 8.5. Politique de la ville, habitat, logement

Objet : Plan de rénovation des façades de la vieille ville

Approbation du nouveau règlement d'attribution des aides

Rapporteur : M. Jean-Marc TRUFFET, Adjoint au Maire

Par délibération n° 2020-02-10 en date du 27 février 2020, le Conseil Municipal a mis en place un plan de rénovation de façades sur la vieille ville en approuvant un règlement d'attribution des aides financières. Ce plan correspond à l'action A21 de la convention Action Cœur de Ville signée le 16 décembre 2019. Elle constitue une action importante pour embellir la vieille ville en mettant en valeur ses formes urbaines et son patrimoine.

La volonté de la Commune est de mettre en place une aide financière forte pour la rénovation des façades de manière à jouer le rôle de levier en incitant les propriétaires ou copropriétaires à bénéficier d'une aide subséquente pour faire les travaux dans les trois années qui viennent.

L'équipe municipale s'est saisie de ce dossier afin de définir comment le mettre en œuvre de manière efficace et adaptée. Ce plan devait entrer en vigueur au 1^{er} janvier 2021 mais, par délibération n° 2020-07-05 en date du 10 décembre 2020, le Conseil Municipal a décidé de reporter à avril 2021 la date d'entrée en vigueur du plan de rénovation de façades afin de retravailler sur certains points du règlement initial.

Cela se traduit dans le règlement par les propositions suivantes :

- La modification du linéaire du plan de rénovation des façades et l'ajout du faubourg du Pont-Neuf selon le plan joint en annexe.
- L'évolution et l'ajout dans la liste des travaux subventionnés du rejointement à la chaux et du traitement des façades en pierres apparentes, de la rénovation et de la peinture des dessous de toiture.

- La prise en compte des installations de chantier, dont la pose des échafaudages, les protections et le nettoyage dans le calcul de la subvention.
- La prise en compte des honoraires de maîtrise d'œuvre dans le calcul de la subvention.
- L'ajout d'un article au règlement concernant le choix des couleurs de façades dans le nuancier communal à créer.
- La modification de la composition du comité « Plan de rénovation des Façades » et l'instauration d'un quorum à quatre.
- La délibération du Conseil Municipal pour l'octroi de la subvention à l'issue des travaux sur présentation des factures acquittées et sous réserve de la conformité des travaux.
- La mise en place d'un plafond de subvention à hauteur de 200,00 euros / m² TTC.
- La date d'effet du règlement au 1^{er} avril 2021 pour une durée de trois ans.

Quelques corrections ont été apportées sur la rédaction du règlement.

La commission « Urbanisme / Travaux » a débattu de ce dossier lors de sa réunion en date du 24 février 2021.

Au titre des interventions :

P. HECTOR prend la parole et formule les remarques et questions suivantes :

- *L'article 3 du règlement indique que « les subventions seront accordées dans l'ordre des demandes et dans la limite du budget disponible ».*
P. HECTOR souhaite avoir connaissance de ce budget.
- *La dernière phrase de l'article 3.4. « (...), le montant des aides accordées ne pourra être supérieur au montant de la facture acquittée. »*
Cette phrase interpelle P. HECTOR qui indique que les aides pourront représentées jusqu'à 80 % du montant total de la facture (50 % du montant total du devis + 30 % si la façade est considérée comme remarquable) voire la totalité.
- *P. HECTOR souligne le fait qu'il conviendra d'être très attentif à l'installation des échafaudages sur le domaine public. Des travaux risquent de démarrer dans différents endroits de la ville ce qui entrainera des installations d'échafaudages de part et d'autre engendrant des condamnations de trottoirs, des rétrécissements de chaussée. Ceci risque d'être dommageable si des échafaudages sont installés dans des rues étroites et qu'aucune activité n'est exercée pendant plusieurs jours.*

JM. TRUFFET indique que l'idée n'est pas d'avoir un devis qui fasse « gonfler » l'aide. Le montant de l'aide finale, allouée au demandeur, sera bien calculé à la vue de la facture correspondant aux travaux réalisés.

P. HECTOR ne comprend pas comment on peut arriver à un paiement total de la facture si l'on calcule le montant de l'aide au vu des factures.

M. LE MAIRE précise qu'un montant d'aide sera indiqué lors de la présentation d'un devis. Si la facture ne correspond pas exactement aux travaux indiqués dans le devis, l'aide sera revue également et correspondra bien, au final, aux travaux réellement réalisés.

En réponse à P. HECTOR souhaitant savoir si les frais liés à l'installation et l'utilisation des échafaudages sont pris en compte dans l'aide apportée, JM. TRUFFET lui répond par l'affirmative.

Concernant l'organisation des travaux, des premiers échanges ont déjà eu lieu avec le service de la Police Municipale. Il conviendra de voir également, en fonction des dossiers présentés, si les travaux peuvent se réaliser par quartier afin d'éviter l'installation d'échafaudages un peu partout dans le centre-ville. JM. TRUFFET ajoute que des secteurs seront plus complexes que d'autres et donne l'exemple du secteur de l'Hôtel de Ville avec la tenue du marché. Une communication adaptée et un plan de circulation devront être mis en place.

Y. CLEVY revient sur les échanges précédents et ajoute que, pour lui, une erreur figure déjà au début de l'article 3.4. lorsqu'il est indiqué que « la subvention accordée (...) sera de 50 % du montant total TTC figurant sur le devis ». Il convient de parler de montant prévisionnel de subvention accordée.

Indépendamment de cela, Y. CLEVY souligne :

- la qualité du travail de co-construction réalisé lors de la commission « Urbanisme / Travaux » sur les modifications de ce règlement,
- la prise en compte des listes minoritaires dans la composition du comité d'attribution d'aides financières pour le plan de rénovation des façades,
- la prise en compte de remarques et observations formulées par des membres des listes minoritaires sur ce dossier,

et remercie les membres de la liste majoritaire pour cela.

Par rapport à l'organisation des travaux et à l'installation des échafaudages, au blocage de certaines rues, avaient été évoqués, lors de la commission, les tarifs à appliquer pour l'utilisation du domaine public. Y. CLEVY ne retrouve pas ces éléments dans le règlement.

JM. TRUFFET a eu des échanges avec la Police Municipale à ce sujet. Avait été évoquée, en commission, l'idée de ne pas faire payer cette occupation du domaine public. Si tel est le cas, cela risquerait de créer une stagnation de certains chantiers. Afin d'éviter cela, il conviendra donc de fixer un tarif pour cette occupation. L'entreprise qui interviendra prendra en compte ce tarif d'occupation du domaine public dans le prix facturé à son client, montant qui sera soumis à participation financière de la Commune dans le cadre du plan de rénovation des façades.

En réponse à Y. CLEVY, JM. TRUFFET confirme qu'il s'agit d'une taxe journalière d'occupation du domaine public et ajoute qu'elle est calculée au mètre linéaire d'occupation de l'échafaudage.

P. ORSO MANZONETTA-MARCHAND se dit très satisfaite de cette opération qui va améliorer l'esthétique de la Ville mais souhaite revenir sur la rénovation énergétique et, en particulier, sur la rénovation énergétique extérieure des bâtiments. Elle comprend que certains bâtiments ne peuvent être concernés par cette rénovation extérieure mais elle aurait aimé que puissent être identifiés ceux pour qui des travaux de rénovation extérieure étaient envisageables. Elle ajoute que le volet cosmétique est une bonne chose mais il convient d'aller plus loin au niveau du volet énergétique.

JM. TRUFFET ajoute que l'aide communale concerne uniquement le volet esthétique et que d'autres aides peuvent être obtenues pour tout travaux de rénovation énergétique de la part de l'Etat (MaPrimeRénov' – C2E). Rien n'empêche un propriétaire de solliciter l'ensemble de ces aides et de réaliser des travaux de rénovation énergétique cumulés à des travaux de réfection de façade.

Pour P. ORSO MANZONETTA-MARCHAND, l'idée est d'inciter les propriétaires à le faire maintenant et de profiter de la présence d'un échafaudage sur une façade pour le faire.

JM. TRUFFET indique qu'une isolation extérieure est difficilement réalisable sur une façade ancienne, ce qui est le cas de la majorité des façades du centre-ville de Rumilly. Au niveau du centre-ville, des travaux de rénovation énergétique sont plus envisageables en intérieur. Ceci pourra se faire de manière différée, à un autre moment que la rénovation des façades.

D. DÉPLANTE précise que la Communauté de Communes a approuvé un schéma de performance énergétique de l'habitat et qu'il conviendra d'informer les personnes souhaitant réaliser des travaux de façades des autres aides pouvant être allouées en matière de rénovation énergétique.

M. LE MAIRE ajoute que différents outils sont à proposer aux personnes souhaitant s'engager dans des travaux d'amélioration de leur habitat.

Concernant le budget alloué à ce programme, en réponse à Y. CLÉVY et P. HECTOR, E. TURK-SAVIGNY indique qu'une somme de 200 000,00 euros par an est inscrite au budget.

J. MORISOT souhaite préciser qu'il incitera les Rumilliens à adhérer à ce programme et qu'il facilitera et favorisera la mise en œuvre des autres dispositifs évoqués.

En complément aux paroles formulées par Y. CLEVY, J. MORISOT félicite le travail réalisé par la commission « Urbanisme / Travaux » où a pu être mise en œuvre de la co-construction. Cela a démontré que les débats, les confrontations pouvaient amener des choses. J. MORISOT invite les membres de la majorité à réfléchir et à arrêter de mettre des obstacles à la participation des minorités dans différentes structures. Celui-ci regrette encore toute une série de décisions d'exclusion des minorités. Il donne l'exemple de l'Office de tourisme et d'un certain nombre de groupes projets au sein de la Communauté de Communes.

En réponse, D. CINTAS rappelle que J. MORISOT est membre de la commission « Ressources humaines » de la Communauté de Communes et que les groupes projets étaient ouverts à tous, sur la base de volontariat.

J. MORISOT ne parlait pas des groupes projets relatifs au domaine des ressources humaines mais des grands projets présentés par le Président de la Communauté de Communes en matière de déplacements / transports, concernant la piscine intercommunale. J. MORISOT avait exprimé le souhait de faire partie de ces comités de projets et aucune suite n'avait été donnée à cette demande.

M. LE MAIRE indique à J. MORISOT qu'il n'est pas membre de l'Exécutif communautaire, ni de l'Exécutif municipal. Il lui rappelle qu'il est partie intégrante de l'ensemble des organes qui vont travailler sur ces dossiers et notamment dans les commissions.

P. HECTOR souhaite avoir confirmation que le budget de 200 000,00 euros sera noté dans le règlement.

M. LE MAIRE indique que cette somme ne peut être notée dans le règlement et que ce sont les orientations budgétaires puis le budget primitif qui prendront acte de cette enveloppe chaque année.

LE CONSEIL MUNICIPAL, à l'unanimité,

APPROUVE le nouveau règlement.

FIXE la date d'entrée en vigueur du règlement du plan de rénovation de façades au 1^{er} avril 2021 pour une durée de trois ans.

AUTORISE M. LE MAIRE, ou en cas d'empêchement son représentant, à signer tout acte y afférent.

↳ Délibération n° 2021-02-03

Nature : 5. Institutions et vie politique – Désignation des représentants

Objet : Plan de rénovation des façades de la vieille ville

Création du Comité d'attribution d'aides financières « Plan de rénovation des façades » pour la rénovation des façades de la vieille ville de Rumilly

Désignation des membres du Conseil Municipal

Rapporteur : M. Jean-Marc TRUFFET, Adjoint au Maire

La Commune de Rumilly est l'une des 222 villes bénéficiaires du programme « Action cœur de ville » mis en place par le Gouvernement pour favoriser le renouvellement et le développement des centralités.

Dans ce cadre, la Commune de Rumilly a souhaité mettre en place un plan de rénovation des façades. Ce plan correspond à l'action A21 de la convention Action cœur de ville signée le 16 décembre 2019.

Pour ce faire, par délibération n° 2020-02-10 en date du 27 février 2020, la Commune de Rumilly a mis en place un dispositif d'aides financières pour la rénovation des façades.

Pour attribuer des aides financières directes aux propriétaires ou copropriétaires du centre-ville, la Commune de Rumilly s'appuie sur un règlement dénommé Règlement du Plan de rénovation des façades de la vieille ville de Rumilly validé par délibération n° 2020-02-10 en date du 27 février 2020 et dont l'avenant au règlement, amendant la composition du Comité « Plan de rénovation des façades », a fait l'objet d'une délibération du Conseil municipal à la date de ce 04 mars 2021..

Pour solliciter l'aide locale, les bénéficiaires potentiels concernés devront :

- Remplir un dossier de demande de subvention.
- Joindre l'ensemble des pièces constitutives du dossier.

Les dossiers, vérifiés et complets, seront présentés à un Comité « Plan de rénovation des façades ». Ce dernier sera composé de :

- six élus de la Commune de Rumilly dont M. LE MAIRE (ou son représentant en cas d'empêchement) et l'Adjoint à l'urbanisme avec voix délibérative,
- des représentants des services municipaux avec voix consultative.

Il convient de désigner autant de membres titulaires que de membres suppléants.

Le quorum se situe à quatre. En cas d'égalité, la voix de M. LE MAIRE (ou de son représentant) sera prépondérante.

Il est demandé au Conseil Municipal de créer le Comité « Plan de rénovation des façades » et de retenir la composition suivante :

- La liste « Rumilly, une dynamique pour un territoire », conduite par Monsieur Christian HEISON, désigne quatre membres.
- La liste « Rumilly Albanais 2020 une autre Ambition », conduite par Monsieur Jacques MORISOT, désigne un membre.
- La liste « L'engagement pour Rumilly », conduite par Monsieur Philippe HECTOR, désigne un membre.

Candidatures proposées par les différentes listes

COMITE D'ATTRIBUTION D'AIDES FINANCIERES « PLAN DE RENOVATION DES FACADES »		
6 membres titulaires		
Liste « Rumilly, une dynamique pour un territoire » conduite par C. HEISON	Liste « Rumilly Albanais 2020 une autre Ambition » conduite par J. MORISOT	Liste « L'engagement pour Rumilly » conduite par P. HECTOR
<u>4 membres à désigner :</u> M. Christian HEISON M. Jean-Marc TRUFFET M. Pedro Daniel LOPES Mme Amélie GENEVOIS	<u>1 membre à désigner :</u> M. Yannick CLEVY	<u>1 membre à désigner :</u> M. Serge BERNARD-GRANGER
6 membres suppléants		
<u>4 membres à désigner :</u> M. Miguel MONTEIRO-BRAZ M. Gérard DEMEZ M. Michel ABRY M. Olivier TAIX	<u>1 membre à désigner :</u> Mme Pauline ORSO-MANZONETTA MARCHAND	<u>1 membre à désigner :</u> M. Philippe HECTOR

L'article L2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales précise que « Le vote a lieu au scrutin public à la demande du quart des membres présents. Le registre des délibérations comporte le nom des votants et l'indication du sens de leur vote.

Il est voté au scrutin secret :

- 1° soit lorsqu'un tiers des membres présents le réclame,
- 2° soit lorsqu'il y a lieu de procéder à une nomination ou à une présentation.

Dans ces derniers cas, si aucun des candidats n'a obtenu la majorité absolue après deux tours de scrutin secret, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative ; à égalité de voix, l'élection est acquise au plus âgé.

Le conseil municipal peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux présentations, sauf disposition législative ou réglementaire prévoyant expressément ce mode de scrutin.

Si une seule candidature a été déposée pour chaque poste à pourvoir au sein des commissions municipales ou dans les organismes extérieurs, ou si une seule liste a été présentée après appel de candidatures, les nominations prennent effet immédiatement, dans l'ordre de la liste le cas échéant, et il en est donné lecture par le maire.

Tout conseiller municipal atteint d'infirmité certaine et le mettant dans l'impossibilité d'introduire son bulletin dans l'enveloppe est autorisé à se faire assister par une personne de son choix. »

Le vote à main levée est proposé. **Acceptation à l'unanimité.**

La commission « Urbanisme / Travaux » a débattu de ce dossier lors de sa réunion en date du 24 février 2021.

Conseil municipal du jeudi 04 mars 2021
Procès-verbal

LE CONSEIL MUNICIPAL, à l'unanimité,

ACCEPTTE la création du Comité « Plan de rénovation des façades ».

VALIDE sa composition.

DESIGNE ses membres au sein dudit Comité, conformément aux candidatures figurant ci-dessus.

↳ Délibération n° 2021-02-04

Nature : 7. Finances locales – 7.1. Décisions budgétaires

Objet : Plan de relance commerce – Programmes Action Cœur de Ville et Petites Villes de Demain

Convention de co-financement d'une solution numérique relative aux commerces de proximité à intervenir entre la Caisse des Dépôts et Consignations / Banque des Territoires, la Communauté de Communes Rumilly Terre de Savoie et la Commune de Rumilly

Rapporteur : M. Daniel DÉPLANTE, Adjoint au Maire

La Caisse des Dépôts et ses filiales constituent un groupe public au service de l'intérêt général et du développement économique du pays. La Caisse des Dépôts remplit des missions d'intérêt général en appui des politiques publiques conduites par l'Etat et les collectivités locales. En son sein, partenaire privilégié des collectivités territoriales, sa direction Banque des Territoires accompagne la réalisation de leurs projets de développement. A ce titre, elle souhaite renforcer son appui aux acteurs du territoire, mieux répondre à leurs besoins.

Via la Banque des Territoires, la Caisse des Dépôts intervient en qualité de prêteur et d'investisseur avisé et de long terme dans les domaines d'utilité collective insuffisamment pris en compte par le secteur privé afin de générer des effets d'entraînement et de favoriser la constitution de partenariats publics-privés.

Les villes qui ont une fonction de centralité pour leur bassin de vie et qui constituent un pôle de rayonnement régional, dénommées « villes moyennes » ou « villes intermédiaires », regroupent près d'un quart de la population et de l'emploi. Ces villes constituent un maillon indispensable de la structuration du territoire français, en métropole comme en Outre-Mer, entre l'espace rural et les grandes agglomérations.

C'est ce rôle que les programmes « Action cœur de ville » et « Petites Villes de Demain », engageant le Gouvernement sur la durée de la mandature et des partenaires publics et privés, visent à conforter. Ils doivent permettre, par une approche globale et coordonnée entre les acteurs, de créer les conditions efficaces du renouveau et du développement de ces villes, en mobilisant les moyens de l'État et des partenaires en faveur de la mise en œuvre de projets de renforcement des « cœurs de ville », portés par les communes centres et leurs intercommunalités.

La Banque des Territoires a décidé de s'associer au plan gouvernemental annoncé le 29 juin 2020 en faveur du commerce de proximité et de l'artisanat, en mobilisant des moyens spécifiques à destination des territoires concernés par le Programme Action Cœur de Ville et par le programme Petites Villes de Demain. A cet effet et jusqu'au 31 mars 2021, la Banque des Territoires peut contribuer au financement de la mise en place d'une solution numérique destinée au soutien des commerces de proximité.

La Commune de Rumilly est bénéficiaire du programme Action Cœur de Ville. A ce titre, un avenant de projet Action Cœur de Ville de Rumilly a été signé le 16 décembre 2019 avec

l'Etat et les différents partenaires, dont la Communauté de Communes Rumilly Terre de Savoie, la Caisse des Dépôts et le Comité Economique Rumilly – Alby Développement.

C'est dans ce contexte que s'inscrit l'intervention de la Caisse des dépôts / Banque des Territoires, par l'attribution d'une subvention à destination de la Commune de Rumilly et de la Communauté de Communes Rumilly Terre de Savoie, dans le cadre de la mise en place d'une solution numérique « Clik & Collect » contribuant à la dynamisation du commerce de proximité, portée par le Comité d'Action Economique Rumilly-Alby Développement.

Par délibérations respectives n° 2020-06-02 du 05 novembre 2020 et n° 2020_DEL_173 du 09 novembre 2020, le Conseil Municipal et le Conseil Communautaire ont alloué chacun une subvention exceptionnelle de 10 000,00 euros au Comité d'Action Economique Rumilly-Alby Développement afin d'aider à la mise en place d'une plateforme de « Clik & Collect » mutualisée.

La convention à intervenir entre la Caisse des dépôts / Banque des Territoires, la Commune de Rumilly et la Communauté de Communes Rumilly Terre de Savoie porte sur les modalités pratiques et financières de ce soutien financier.

Le montant de la subvention attribuée par la Caisse des dépôts est de 20 000,00 euros, répartie comme suit :

- Commune de Rumilly : 10 000,00 euros
- Communauté de Communes Rumilly Terre de Savoie : 10 000,00 euros.

La mise en place de la solution numérique devra être actée avant le 31 mars 2021.

La convention prend effet à compter de sa signature par les parties et est conclue pour une durée déterminée qui s'achèvera au plus tard le 31 décembre 2021, sous réserve des articles 5 « Confidentialité », 6 « Communication et propriété intellectuelle » et 8.3. « Restitution », dont les stipulations resteront en vigueur pour la durée des droits et obligations respectives en cause.

Cette convention sera également soumise à l'approbation du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes Rumilly Terre de Savoie lors de sa séance en date du 29 mars 2021.

Ce dossier a été débattu lors de la réunion du Comité de projet Action Cœur de Ville de Rumilly du 1^{er} mars 2021.

Au titre des interventions :

N. TRUFFET rappelle que les responsables du Comité d'Action Economique Rumilly-Alby Développement sont intervenus lors de la séance du Conseil Municipal du 05 novembre 2020 pour présenter leur projet de mise en place d'une plateforme « Click & Collect » mutualisée et pour solliciter une subvention de la part de la collectivité. La même démarche avait été faite au cours d'une séance de conseil communautaire de la Communauté de Communes.

Chacun s'accorde à dire que les collectivités locales ont pour rôle de participer au financement d'actions soutenant l'économie de proximité.

Trois mois après le lancement de cette plateforme, N. TRUFFET souhaite savoir si les responsables du Comité d'Action Economique pouvaient intervenir de nouveau en séance du Conseil Municipal pour présenter un premier bilan de cette action ainsi que le fonctionnement de cet outil.

M. LE MAIRE est favorable à une intervention de leur part à un moment opportun puisque la deuxième phase de ce projet est en train de débuter. Il rappelle que la subvention allouée portait uniquement sur la première phase qui avait dû être réalisée très rapidement avant la fin de l'année et que cette plateforme a vocation à perdurer et à se professionnaliser encore plus dans son organisation. M. LE MAIRE rappelle que le budget consacré à la deuxième phase est de l'ordre de 70 000,00 euros.

Les membres du Comité d'Action Economique seront sollicités pour présenter un bilan de la première phase et pour présenter ce vers quoi ils tendent aller avec cette plateforme.

M. LE MAIRE ajoute que la Commune et la Communauté de Communes avaient chacune alloué 10 000,00 euros pour la première phase et que, aujourd'hui, la Banque des Territoires « rembourse » cette somme. Ces deux collectivités seront donc en capacité de suivre le CAE au cours de cette seconde phase. La Région Auvergne-Rhône-Alpes a également fait part de son souhait d'accompagner le CAE pour le déploiement de cette seconde phase ainsi que l'Etat qui oriente plus son aide en direction des commerçants.

N. TRUFFÉT précise que sa demande ne portait pas uniquement sur le volet financier mais également pour juger le caractère efficient de cet outil.

M. LE MAIRE souhaite que cette présentation se fasse rapidement d'autant plus que la compétence « Commerce » sera transférée dans les prochains mois à la Communauté de Communes.

En réponse à Y. CLEVY, D DÉPLANTE confirme qu'il faut faire partie du programme Action Cœur de Ville ou Petites Villes de Demain pour prétendre à ces aides.

Y. CLEVY ajoute que des aides, à hauteur de 40 000,00 euros, sont également apportées pour le recrutement de Manageur de centre-ville et qu'il pourrait être intéressant d'étudier cette possibilité.

LE CONSEIL MUNICIPAL, à l'unanimité,

APPROUVE les termes de la convention à intervenir entre la Caisse des Dépôts / Banque des Territoires, la Commune de Rumilly et la Communauté de Communes Rumilly Terre de Savoie.

AUTORISE M. LE MAIRE à la signer.

↳ Délibération n° 2021-02-05

Nature : 8.4. Aménagement du territoire

Objet : Réaménagement des carrefours boulevard de l'Europe / avenue René Cassin et boulevard de l'Europe / chemin de Surmotz

Instauration d'un périmètre d'étude

Abrogation et remplacement de la délibération n° 2020-07-13 du Conseil Municipal du 10 décembre 2020

Rapporteur : M. Jean-Marc TRUFFET, Adjoint au Maire

Par délibération n° 2020-07-13 en date du 10 décembre 2020, le Conseil Municipal a décidé d'instaurer un périmètre d'étude relatif au réaménagement des carrefours boulevard de l'Europe / avenue René Cassin et boulevard de l'Europe / chemin de Surmotz. Toutefois, le périmètre annexé s'avère trop limité et il convient de prendre en compte un périmètre plus large qui englobe les parcelles au Nord du carrefour.

Aussi, il est nécessaire de prendre une nouvelle délibération en abrogeant la précédente délibération du 10 décembre 2020 afin d'élargir le périmètre d'étude.

La Commune souhaite améliorer les déplacements sur les boulevards en réaménageant certains carrefours-clefs afin de fluidifier la circulation et sécuriser les différents échanges en prenant en compte les modes doux.

Le carrefour d'entrée de centre-ville Sud est complexe. Le tourne à gauche sur l'avenue René Cassin en venant du sud n'a pas une longueur suffisante du fait du gabarit de la voie ; cela

facilite le transit par le centre-ville sur des voiries déjà fortement sollicitées alors que ce n'est par leur vocation (avenue Gantin, rue de l'Annexion, partie nord de la rue du Pont Neuf, rue Joseph Béard).

Par ailleurs, ce carrefour à feux est très proche du carrefour à feux boulevard de l'Europe / chemin de Surmotz (dont entrée / sortie de l'hypermarché), ce qui entraîne des difficultés de fonctionnement et nécessite une approche globale.

Enfin, la Commune doit relier à terme les différents linéaires cyclables et des emprises peuvent être nécessaires à ce titre.

Par conséquent, Il convient de réfléchir à un aménagement plus global permettant une meilleure organisation des échanges, tous modes de circulation confondus, en intégrant les parcelles proches des voies publiques sur lesquelles des emprises pourraient être nécessaires.

L'article L424-1 alinéa 2 du Code de l'urbanisme précise qu'il peut être sursis à statuer « *lorsque des travaux, des constructions ou des installations sont susceptibles de compromettre ou de rendre plus onéreuse l'exécution de travaux publics, dès lors que la mise à l'étude d'un projet de travaux publics a été prise en considération par l'autorité compétente et que les terrains affectés par ce projet ont été délimités.* »

Aussi, il est proposé d'instaurer un périmètre d'étude au titre de l'article L424-1 alinéa 2° du Code de l'urbanisme, selon le périmètre joint en annexe, pour prendre en considération le projet de réaménagement des carrefours susmentionnés afin de permettre des sursis à statuer au cas où des projets privatifs dans ce secteur seraient envisagés qui risqueraient de compromettre les aménagements publics futurs.

Ce périmètre fera l'objet d'une mise à jour au plan de zonage du PLUi approuvé par la Communauté de Communes Rumilly Terre de Savoie le 03 février 2020.

La commission « Urbanisme / Travaux » a débattu de ce dossier lors de sa réunion en date du 24 février 2021.

LE CONSEIL MUNICIPAL, à l'unanimité,

ABROGE et REMPLACE la délibération n° 2020-07-13 du Conseil Municipal du 10 décembre 2020 ayant pour objet « Réaménagement des carrefours boulevard de l'Europe / avenue René Cassin et boulevard de l'Europe / chemin de Surmotz – Instauration d'un périmètre ».

INSTAURE un périmètre d'étude au titre de l'article L424-1 alinéa 2° du Code de l'urbanisme sur ledit carrefour et ses abords selon le périmètre joint en annexe.

PROCEDE aux formalités d'affichage et de transmission à la Communauté de communes Rumilly Terre de Savoie pour l'annexer au PLUi.

↳ Délibération n° 2021-02-06

Nature : 4. Fonction publique – 4.1. Personnels titulaires et stagiaires de la FPT

Objet : Règlement des astreintes - Approbation

Rapporteur : Mme Delphine CINTAS, Adjointe au Maire

Depuis plusieurs années, les agents techniques d'astreinte sollicitent un règlement des astreintes en vue de cadrer leurs interventions. Les dernières interventions risquées (risque de la chute d'un arbre sur un cheminement piétonnier, dégradation volontaire de la passerelle sur la Néphaz) ont été des éléments déclencheurs des revendications des agents à ce qu'un

règlement soit réalisé d'urgence et qu'une astreinte de décision puisse venir sécuriser leurs interventions.

Des agents représentants des services techniques ont alerté la Collectivité sur la problématique de l'astreinte technique : besoin de sécurisation des interventions d'un point de vue physique et juridique. Il a été acté qu'un règlement des astreintes devait être rédigé et mis en application au 1^{er} janvier 2021.

Le travail d'élaboration du règlement a été mené en co-construction avec les acteurs concernés (agents de terrain et certains membres du CODIR). L'état des lieux a fait ressortir des points de vigilances nécessitant une réflexion plus approfondie qu'initialement prévue et est venu confirmer la nécessité de mise en place d'une astreinte décisionnelle des cadres.

Dans l'attente et afin de sécuriser les interventions des agents, des actions de sécurisation des interventions de l'astreinte technique ont pu être mises en œuvre immédiatement. A ce titre, les agents techniques peuvent faire appel à l'astreinte de Police Municipale quand ils le jugent nécessaire et les appels pompiers et gendarmerie sont dorénavant pris directement par la police municipale et non plus par l'astreinte technique.

D'autres actions devront faire l'objet d'une mise en place progressive mais rapide dès validation du règlement par le Conseil Municipal :

- Mise en place d'une astreinte de décision des cadres.
- Nouveaux moyens techniques (véhicules dédiés, matériels dédiés).
- Nouveau numéro de téléphone d'astreinte avec diffusion limitée.
- Suivi des interventions et actions de maintenance pour éviter la multiplication des interventions pour une même problématique.

Par ailleurs, la réflexion sur les astreintes amène à se réinterroger sur le fonctionnement de l'astreinte de la Police Municipale. A ce jour, un agent de Police Municipale est d'astreinte chaque semaine à tour de rôle, le chef de poste et son adjoint restant disponibles en pratique par téléphone en permanence sans être formellement d'astreinte. Il apparaît pertinent de créer, pour la Police Municipale, une astreinte de décision.

Une présentation de la démarche et des arbitrages politiques a été faite en séance du Comité Technique du 28 janvier 2021. Le projet de règlement a obtenu l'avis favorable à l'unanimité des membres représentants du personnel et des membres représentants de la collectivité.

La commission « Ressources humaines » a débattu de ce dossier lors de sa réunion en date du 17 février 2021.

Au titre des interventions :

J. MORISOT rappelle ses propos tenus lors de la commission « Ressources humaines » concernant la qualité du document réalisé et du travail qui a été effectué. Il souhaite avoir connaissance du coût estimatif de cette mise en application dudit règlement qu'il ne remet pas du tout en cause et qui, pour lui, est justifiée.

En réponse, E. TURK-SAVIGNY indique qu'une somme de 6 000,00 euros sera inscrite au budget pour cette action.

P. HECTOR souligne l'importance de mettre en place des procédures mais il faut qu'elles soient simples et rapides pour être efficaces.

D. CINTAS partage la remarque de P. HECTOR et ajoute que les procédures évoquées sont des procédures qui permettront à l'astreinte de décision de décider rapidement.

Est évoquée dans l'exposé la nécessité de se réinterroger sur le fonctionnement de l'astreinte de la Police Municipale et le souhait de mettre en place une astreinte de décision pour la Police Municipale. A ce titre, N. TRUFFET souhaite connaître le fonctionnement actuel de l'astreinte de la Police Municipale et savoir quelles sont les différences avec une astreinte de décision à mettre en place pour ledit service.

D. CINTAS donne la parole à N. POIZAT, Directeur Général des Services, qui précise que, jusqu'à présent, le Chef de police et son Adjoint se relayaient pour être de fait d'astreinte mais cela ne l'était pas formellement et qu'ils n'étaient pas rémunérés pour le faire. Dorénavant, ils le seront.

LE CONSEIL MUNICIPAL, à l'unanimité,

APPROUVE les termes du règlement des astreintes de la Ville de Rumilly.

↳ Délibération n° 2021-02-07

Nature : 3. Domaine et patrimoine – 3.1. Acquisitions – 3.2. Aliénations

Objet : Bilan des affaires foncières réalisées au cours de l'exercice 2020

Rapporteur : M. Jean-Marc TRUFFET, Adjoint au Maire

Comme toutes les années et en application de l'article 11 de la loi n° 95-127 du 8 février 1995, le bilan des affaires foncières, réalisées au cours de l'exercice précédent, est présenté au Conseil Municipal.

L'état 2020 correspondant figure ci-dessous :

(A ce jour, tous les actes notariés n'ont pas été signés)

Date délibération/ décision	Type				Propriétaire	Parcelle	Superficie totale (m ²)	Lieu-dit	Prix en euros
	Acquisition	Vente	Vente à titre gratuit ou 1 €	Acquisition à titre gratuit ou 1 €					
27 février				X	SA HLM MONT-BLANC	AS 106	1130	Rue du Semnoz	1,00

Date délibération/ décision	Type					Propriétaire	Parcelle	Superficie totale (m²)	Lieu-dit	Prix en euros
10 septembre	X					KAUFMAN & BROAD SAVOIES	AP390p, AP 287, AP 431, AP 432, AP 96, AP 543	12727	Rue de l'Industrie et avenue de l'Aumône	79 030,00
		X				O'SANTE	AO 288p AN 2p	1351	2 avenue Edouard André et 14 rue Charles de Gaulle	230 000,00
10 décembre			X			DEPARTEMENT DE LA HAUTE-SAVOIE	AH 98p	19854	8 avenue Roosevelt	0,00
	X					SCCV INITIAL	AP 561, AP 565, AP 566 AP 569	386	4 rue du Mont-Blanc	1 000,00
	X					COPROPRIETE 6 RUE DU MONT-BLANC	AP 567p	47	6 rue du Mont-Blanc	2 350,00
				X		M. et Mme MALCINOVIC	AE 135p	37	Rue Joseph Béard	1,00

LE CONSEIL PREND ACTE de ce bilan.

∨ Délibération n° 2021-02-08

Nature : 1. Commande publique – 1.7. Actes spéciaux et divers

Objet : Etat récapitulatif des marchés conclus au cours de l'exercice 2020

Information au Conseil Municipal

Rapporteur : M. Eddie TURK-SAVIGNY, Adjoint au Maire

La liste des marchés et accords cadre conclus sur l'année pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2020 figurant ci-dessous est présentée au Conseil Municipal :

MARCHES DE FOURNITURES
MARCHES D'UN MONTANT DE 40 000,00 EUROS HT A 89 999,00 EUROS HT

Objet	Date	Attributaire	Code postal	Montant en euros HT	Maxi en euros HT
20002ACB00 Acquisition livres service lecture publique / Médiathèque et BCD <i>Montant du marché à répartir entre les cinq titulaires pour une durée de deux ans.</i>	15/04/20	Decitre	69371	89 856,00	
	31/03/20	BD Fugue	74000		
	30/03/20	Les mots en cavale	74150		
	06/04/20	L'île aux livres	74000		
	31/03/20	Librairie Momie	74000		

MARCHES DE FOURNITURES
MARCHES D'UN MONTANT DE 90 000,00 EUROS HT A 213 999,00 EUROS HT

Objet	Date	Attributaire	Code postal	Montant en euros HT	Maxi en euros HT
20001ACB00 Fourniture de graines service Stades <i>Marché d'une durée de quatre ans maxi</i>	19/03/20	Naturalis sas	21600	8 000,00	30 000,00
20003ACMS1 Marché subséquent n° 1 à l'accord-cadre	18/12/20	Gaz de Bordeaux	33075	175 308,81	

MARCHES DE FOURNITURES
MARCHES D'UN MONTANT EGAL OU SUPERIEUR A 214 000,00 EUROS HT

Objet	Date	Attributaire	Code postal	Montant en euros HT	Maxi en euros HT.
20003ACMS0 Fourniture et acheminement de gaz naturel pour les points de livraison de la Collectivité. <i>AC sans montant mini ni montant maxi pour une durée de quatre ans.</i>	11/12/20	EDF	69006		
	11/12/20	Energem	57014		
	11/12/20	Gaz de Bordeaux	33075		
	11/12/20	Total Direct Energie	75015		

MARCHES DE SERVICES
MARCHES D'UN MONTANT DE 40 000,00 EUROS HT A 89 999.99 EUROS HT

Etat néant

MARCHES DE SERVICES
MARCHES D'UN MONTANT DE 90 000,00 EUROS HT A 213 999,00 EUROS HT

Objet	Date	Attributaire	Code postal	Montant en euros HT	Maxi en euros HT
20010MAR00 Renouvellement de l'infrastructure informatique de stockage et de virtualisation	16/12/20	Resiliences	74370	172 500,00	
20019MAR00 Logiciel INCOVAR et maintenance + évolution et prestations associées pour une durée de cinq ans	14/12/20	Incotec	67404	107 093,30	

MARCHES DE SERVICES
MARCHES D'UN MONTANT EGAL OU SUPERIEUR A 214 000,00 EUROS HT

Objet	Date	Attributaire	Code postal	Montant en euros HT	Maxi en euros HT
20015MAR00 Assurances de la Commune et du CCAS dans le cadre d'un groupement de commandes (montant prime an en euros TTC)					
Lot 1 : Dommages aux biens mobiliers et immobiliers	29/10/20	Groupama Rhône-Alpes	69001	32 073,15	
Lot 2 : Responsabilité civile et risques annexes	29/10/20	SMACL	79000	16 136,99	
Lot 3 : Flotte véhicules et risques annexes.	29/10/20	SMACL	79000	18 512,64	
Lot 4 : Risques statutaires des agents CNRACL et assimilés	29/10/20	Axa France	92727	56 560,81	

Conseil municipal du jeudi 04 mars 2021
Procès-verbal

Lot 5 : Tous risques expos.	22/12/20	ALC-Courtage	46400	2 097,00	
Lot 7 : Protection fonctionnelle	29/10/20	SMACL	79000	1 405,03	
19032MAR00 Marché de maîtrise d'œuvre relatif à l'opération d'aménagement des espaces publics de l'opération d'aménagement de l'ilot rue des Ecoles / Tours / Montpelaz	04/03/20	Atelier des Cairns	73000	345 250,00	

MARCHES DE TRAVAUX
MARCHES D'UN MONTANT DE 40 000,00 EUROS HT A 89 999,99 EUROS HT

Objet	Date	Attributaire	Code postal	Montant en euros HT	Maxi en euros HT
20007MAR00 Travaux installation d'un système d'arrosage automatique du terrain du Bouchet à Rumilly	19/06/20	Synergie Sport	42 410	47 342,50	
20012MAR00 Travaux dans bâtiments communaux					
Lot 1 : Désamiantage	27/08/20	SAD	74150	56 000,00	
Lot 2 : Peinture	28/08/20	UC Bâtiments	73230	11 706,00	
Lot 3 : Sols collés	27/08/20	Contin	74960	20 526,00	

MARCHES DE TRAVAUX
MARCHES D'UN MONTANT DE 90 000,00 EUROS HT A 5 349 999,00 EUROS HT

Objet	Date	Attributaire	Code postal	Montant en euros HT	Maxi en euros HT
20005MAR00 : Travaux d'aménagement de l'espace Croisolet					
Lot 1 : Menuiserie charpente couverture	26/06/20	Bouvier Frères	74150	44 225,00	
Lot 2 : Doublage cloisonnement plafond	26/06/20	Ates	74600	19 200,00	
Lot 3 : Peinture intérieure	29/06/20	EMP	74330	10 000,00	
Lot 4 : Faux plafonds	29/06/20	SN SCITA	73230	2 882,00	
Lot 5 : Revêtements sols collés	29/06/20	Cazajous décor	01200	10 508,00	
Lot 6 : Plomberie Sanitaire Chauffage	26/06/20	Eurl Geoffroy	73800	17 216,13	
Lot 7 : Electricité Courant fort / faible	26/06/20	Porcheron	73410	15 800,00	
20003MAR00 Travaux d'aménagement de locaux administratifs 1^{er} étage tribunes stade des grangettes					
Lot 1 : Menuiseries extérieurs Alu	18/08/20	TMI	74960	18 996,00	
Lot 2 : Serrurerie	19/08/20	Sas C .Lopez	74150	15 290,00	
Lot 3 : Cloisons sèches	18/08/20	Ates	74600	16 512,00	
Lot 4 : Menuiserie intérieure	18/08/20	Menuiserie Menelot	74150	12 215,00	
Lot 6 : Faux plafonds	01/09/20	EPC	74370	8 240,00	
Lot 7 : Electricité courant faible	26/08/20	Sarl Gaillard	38630	15 865,20	
Lot 8 : Sanitaire Chauffage	18/08/20	Monnier 73	73100	18 011,93	

Conseil municipal du jeudi 04 mars 2021
Procès-verbal

19036MAR00 Travaux gymnase du Clergeon relance lots 5,6 et 7.					
Lot 5 : Menuiseries intérieures bois	24/01/20	AK Fruchard	74150	55 440,00	
Lot 6 : Plâtrerie Peinture	24/01/20	Erba	42 220	54 616,65	
Lot 7 : Faux plafonds	27/01/20	Albert et Rattin	73190	79 777,00	
19034MAR00 Travaux rénovation de l'Espace Emploi Formation					
Lot 1 :	31/01/20	Dufrene	74150	14 800	
Lot 2 : Chape	27/01/20	Sarl CFA	73490	11 115	
Lot 3 : Cloisons doublage plafonds	15/01/20	Alp plafond system	74540	8 652	
Lot 4 : Menuiserie Bois agencement	15/01/20	DSL	73420	16 788,46	
Lot 5 : Electricité	15/01/20	BEE	74000	12 051,61	
Lot 6 : Plomberie Sanitaire VMC	20/01/20	Oxalli	73420	5 481,63	
Lot 7 : Revêtements sols collés	15/01/20	Iersols	73240	8 932,00	
Lot 8 : Peinture	15/01/20	Charvin peinture	74410	10 849,29	
Lot 9 : Menuiserie extérieure Alu	15/01/20	C. Lopez	74150	4 000,00	

MARCHES DE TRAVAUX
MARCHES D'UN MONTANT EGAL OU SUPERIEUR A 5 350 000,00 EUROS HT

Etat néant.

La commission « Finances / Affaires juridiques » a débattu de ce dossier lors de sa réunion en date du 16 février 2021.

LE CONSEIL MUNICIPAL PREND ACTE de cet état récapitulatif.

↳ Délibération n° 2021-02-09

Nature : 5. Institutions et vie politique – 5.2. Fonctionnement des assemblées

Objet : Délégations du Conseil Municipal à M. LE MAIRE en application de l'article L2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales

Abrogation et remplacement de la délibération n° 2020-04-11 du Conseil Municipal du 23 juillet 2020

Rapporteur : M. LE MAIRE

Par délibération n° 2020-04-11 en date du 23 juillet 2020, le Conseil Municipal a délégué à M. LE MAIRE un certain nombre de compétences, conformément aux dispositions de l'article L2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et ce pour la durée de son mandat. En effet, la nécessité de traiter des affaires dans des délais courts ou la nécessité de bénéficier d'une opportunité justifient que, pour la bonne marche de l'administration communale, il soit proposé au Conseil Municipal de déléguer un certain nombre de ses compétences à M. LE MAIRE.

En vertu de cette délibération, M. LE MAIRE s'est vu confier la compétence 4 : « De prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget », avec la limite suivante :

- Compétence n° 4 : En référence à l'article R2124-1 du Code de la commande publique, la délégation correspondant aux marchés est limitée aux seuils suivants :
 - o Seuil des procédures formalisées pour les marchés de fournitures et de services, soit à la date du 23 juillet 2020 et à titre informatif, un montant de 214 000,00 euros HT.
 - o 1 000 000,00 euros HT pour les marchés de travaux.

Il s'avère que la délégation limitée à 214 000,00 euros HT pour les marchés de fournitures et de services pose des problèmes en termes de réactivité pour certains marchés de fournitures et de services, notamment les marchés de fourniture de gaz et d'électricité.

Il est donc proposé au Conseil Municipal :

- D'augmenter le seuil de délégation pour les marchés de fluides à 1 500 000,00 euros HT.
- De conserver le seuil de 214 000,00 euros HT pour les autres marchés de fournitures et de services.
- De conserver le seuil de 1 000 000,00 euros HT pour les marchés de travaux.
- De refondre dans une nouvelle délibération l'ensemble des délégations du Conseil Municipal à M. LE MAIRE pour la durée de son mandat.

L'article L2122-22 du CGCT dispose que :

« Le Maire peut, en outre, par délégation du conseil municipal, être chargé, en tout ou partie, et pour la durée de son mandat :

1 – D'arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux et de procéder à tous les actes de délimitation des propriétés communales ;

2 – De fixer, dans les limites déterminées par le conseil municipal, les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal, ces droits et tarifs pouvant, le cas échéant, faire l'objet de modulations résultant de l'utilisation de procédures dématérialisées ;

3 – De procéder, dans les limites fixées par le conseil municipal, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couvertures des risques de taux et de change ainsi que de prendre les décisions mentionnées au III de l'article L1618-2 et au a de l'article L2221-5-1, sous réserve des dispositions du c de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires ;

4 – De prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;

5 – De décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;

6 – De passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes ;

7 – De créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux ;

8 – De prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières ;

9 – D'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;

10 – De décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 euros ;

11 – De fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, huissiers de justice et experts ;

12 – De fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des offres de la commune à notifier aux expropriés et de répondre à leurs demandes ;

13 – De décider de la création de classes dans les établissements d'enseignement ;

14 – De fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme ;

15 – D'exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues à l'article L211-2 ou au premier alinéa de l'article L213-3 de ce même code dans les conditions que fixe le conseil municipal ;

16 – D'intenter au nom de la commune les actions en justice ou de défendre la commune dans les actions intentées contre elle, dans les cas définis par le conseil municipal, et de transiger avec les tiers dans la limite de 1 000 € pour les communes de moins de 50 000 habitants et de 5 000 € pour les communes de 50 000 habitants et plus ;

17 – De régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux dans la limite fixée par le conseil municipal ;

18 – De donner, en application de l'article L324-1 du code de l'urbanisme, l'avis de la commune préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local ;

19 – De signer la convention prévue par l'avant-dernier alinéa de l'article L311-4 du code de l'urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût

d'équipement d'une zone d'aménagement concerté et de signer la convention prévue par le troisième alinéa de l'article L332-11-2 du même code, dans sa rédaction antérieure à la loi n° 2014-1655 du 29 décembre 2014 de finances rectificative pour 2014, précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour voirie et réseaux ;

20 – De réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par le conseil municipal ;

21 – D'exercer ou de déléguer, en application de l'article L214-1-1 du code de l'urbanisme, au nom de la commune et dans les conditions fixées par le conseil municipal, le droit de préemption défini par l'article L214-1 du même code ;

22 – D'exercer au nom de la commune le droit de priorité défini aux articles L240-1 à L240-3 du code de l'urbanisme ou de déléguer l'exercice de ce droit en application des mêmes articles, dans les conditions fixées par le conseil municipal ;

23 – De prendre les décisions mentionnées aux articles L523-4 et L523-5 du code du patrimoine relatives à la réalisation de diagnostics d'archéologie préventive prescrits pour les opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire de la commune ;

24 – D'autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;

25 – D'exercer, au nom de la commune, le droit d'expropriation pour cause d'utilité publique prévu au troisième alinéa de l'article L151-37 du code rural et de la pêche maritime en vue de l'exécution des travaux nécessaires à la constitution d'aires intermédiaires de stockage de bois dans les zones de montagne ;

26 – De demander à tout organisme financeur, dans les conditions fixées par le conseil municipal, l'attribution de subventions ;

27 – De procéder, dans les limites fixées par le conseil municipal, au dépôt des demandes d'autorisations d'urbanisme relatives à la démolition, à la transformation ou à l'édification des biens municipaux ;

28 – D'exercer, au nom de la commune, le droit prévu au I de l'article 10 de la loi n° 75-1351 du 31 décembre 1975 relative à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation ;

29 – D'ouvrir et d'organiser la participation du public par voie électronique prévue au I de l'article L123-19 du code de l'environnement.

Les délégations consenties en application du 3° du présent article prennent fin dès l'ouverture de la campagne électorale pour le renouvellement du conseil municipal. »

L'article L2122-23 du CGCT dispose que :

« Les décisions prises par le maire en vertu de l'article L2122-22 sont soumises aux mêmes règles que celles qui sont applicables aux délibérations des conseils municipaux portant sur les mêmes objets.

Sauf disposition contraire dans la délibération portant délégation, les décisions prises en application de celle-ci peuvent être signées par un adjoint ou un conseiller municipal agissant par délégation du maire dans les conditions fixées à l'article L2122-18. Sauf disposition contraire dans la délibération, les décisions relatives aux matières ayant fait l'objet de la délégation sont prises, en cas d'empêchement du maire, par le conseil municipal.

Le maire doit rendre compte à chacune des réunions obligatoires du conseil municipal.

Le conseil municipal peut toujours mettre fin à la délégation. »

Il est proposé au Conseil municipal que les délégations soient consenties dans les conditions suivantes :

- Concernant les compétences n° 1 – 5 – 6 – 7 – 8 – 9 – 10 – 11 – 12 – 13 – 14 – 16 (concernant la possibilité de transiger avec les tiers dans la limite de 1 000,00 euros) – 18 – 21 – 22 (concernant la possibilité d'exercer au nom de la commune le droit de priorité défini aux articles L240-1 à L240-3 du Code de l'urbanisme) et 24 : compétences déléguées.
- Concernant les compétences n° 2 – 3 – 4 – 15 – 16 – 17 – 20 et 26 : compétences déléguées dans les limites ou conditions suivantes :

- o Compétence n° 2 : Les tarifs municipaux seront actualisés dans la limite de l'évolution du coût de la vie. Hors cette limite, le Conseil municipal sera décisionnaire.
- o Compétence n° 3 : Les emprunts seront souscrits dans la limite de l'inscription budgétaire.
Tous types d'emprunts pourront être souscrits. Ils pourront, en particulier, avoir les caractéristiques suivantes :
 - à court, moyen ou long terme ;
 - libellés en euro ou en devise ;
 - avec la possibilité d'un différé d'amortissement et/ou d'intérêts ;
 - au taux d'intérêt fixe et/ou indexé (révisable ou variable), à un taux effectif global (TEG) compatible avec les dispositions légales et réglementaires applicables en cette matière.

En outre, le contrat de prêt pourra comporter une ou plusieurs des caractéristiques ci-après :

- des droits de tirages échelonnés dans le temps avec faculté de remboursement et/ou de consolidation par mise en place de tranches d'amortissement,
- la faculté de modifier une ou plusieurs fois l'index ou le taux relatif au(x) calcul(s) du ou des taux d'intérêt,
- la faculté de modifier la devise,
- la possibilité de réduire ou d'allonger la durée d'amortissement,
- la faculté de modifier la périodicité et le profil de remboursement.

Par ailleurs, M. LE MAIRE pourra exercer les options prévues par le contrat de prêt et conclure tout avenant destiné à introduire les modifications nécessaires dans le contrat initial.

- o Compétence n° 4 : En référence à l'article R2124-1 du Code de la commande publique, la délégation correspondant aux marchés est limitée aux seuils suivants :
 - **1 000 000,00 euros HT pour les marchés de travaux.**

- **1 500 000,00 euros HT pour les marchés de fluides.**
 - **214 000,00 euros H pour les autres marchés de fournitures et de services.**
 - Compétence n° 15 : L'exercice du droit de préemption pourra être délégué uniquement aux délégataires énumérés par l'article L213-3 du Code de l'urbanisme : l'Etat, une collectivité locale, un établissement public y ayant vocation ou le concessionnaire d'une opération d'aménagement.
 - Compétence n° 16 : Les actions en justice feront l'objet d'une délégation dans le cas seulement de la première instance.
 - Compétence n° 17 : Les conséquences dommageables des accidents seront négociées par M. LE MAIRE dans les conditions fixées par les contrats d'assurance véhicules.
 - Compétence n° 20 : Les lignes de trésorerie seront réalisées dans la limite de 2 millions d'euros.
 - Compétence n° 26 : La compétence est déléguée quelle que soit la nature de l'opération susceptible d'être subventionnée et sans condition de montant.
 - Compétence n° 27 : La compétence est déléguée seulement pour les déclarations préalables.
- Concernant les compétences n° 19, 22 (concernant la possibilité de déléguer l'exercice du droit de priorité défini aux articles L240-1 à L240-3 du Code de l'urbanisme, dans les conditions fixées par le Conseil Municipal), 23, 25, 28 et 29 : compétences non déléguées.

Les décisions prises en application de la présente délibération pourront être signées par le Premier Adjoint au Maire en cas d'empêchement de M. LE MAIRE.

En cas d'empêchement de M. LE MAIRE et du Premier Adjoint au Maire, les décisions relatives aux compétences ayant fait l'objet de la délégation sont prises par le Conseil Municipal.

La commission « Finances / Affaires juridiques » a débattu de ce dossier lors de sa réunion en date du 16 février 2021.

Au titre des interventions :

J. MORISOT rappelle qu'a été expliqué le mode de fonctionnement des marchés de fluides lors de la dernière commission « Finances / Affaires juridiques » et de la nécessité d'être très réactif sur les places des marchés. Celui-ci indique que l'argumentation donnée a bien été comprise par son groupe et lui-même mais estime que la délibération générale reste avec des seuils élevés concernant les marchés de travaux (1 000 000,00 euros). Concernant ces marchés, la notion de réaction dans l'urgence n'a pas lieu de s'appliquer. A ce titre, la liste « Rumilly Albanais 2020 une autre ambition » s'abstiendra sur ce point.

M. LE MAIRE conclut en indiquant que la même remarque avait été formulée lors de la première délibération prise en juillet dernier.

LE CONSEIL MUNICIPAL, par 23 voix pour, 10 abstentions (Mrs MORISOT, DULAC, Mme LABORIER, M. CLEVY, Mme ORSO-MANZONETTA MARCHAND, M. BERNARD-

GRANGER, par pouvoir, Mme CROENNE par pouvoir, Mrs TRUFFET, HECTOR, Mme CHARVIER),

ABROGE et REMPLACE la délibération n° 2020-04-11 du Conseil Municipal du 23 juillet 2020 ayant pour objet « Délégations du Conseil Municipal à M. LE MAIRE en application de l'article L2122-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ».

DELEGUE à M. LE MAIRE les compétences listées ci-dessus aux conditions sus-indiquées.

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2021

SERVANT DE SUPPORT AU DEBAT D'ORIENTATIONS

BUDGETAIRES 2021

BUDGET PRINCIPAL :

Préambule :

Pour toutes les communes de plus de 3500 habitants, le débat d'orientations budgétaires est un préalable obligatoire dans les deux mois précédant l'examen du budget primitif. Conformément à l'article L 2312-1 du CGCT. Pour rappel, ces obligations de transparence ont été renforcées par la loi NOTRE du 7 aout 2015. Conformément à son décret d'application (article D2312-3 du CGCT), le rapport d'orientations doit comporter les informations suivantes :

- *Les orientations budgétaires envisagées par la commune portant sur les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes, en fonctionnement comme en investissement. Sont notamment précisées les hypothèses d'évolution retenues pour construire le projet de budget, notamment en matière de concours financiers, de fiscalité, de tarification, de subventions et l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont elle est membre.*
- *La présentation des engagements pluriannuels, notamment les orientations envisagées en matière de programmation d'investissement comportant une prévision des dépenses et des recettes. Le rapport présente, le cas échéant, les orientations en matière d'autorisation de programme.*
- *Des informations relatives à la structure et la gestion de l'encours de la dette contractée et les perspectives pour le projet de budget. Elles présentent notamment le profil de l'encours de la dette que vise la collectivité pour la fin de l'exercice auquel se rapporte le projet de budget. Les orientations devront permettre d'évaluer l'évolution prévisionnelle du niveau d'épargne brute, d'épargne nette et de l'endettement à la fin de l'exercice auquel se rapporte le projet de budget.*

Compte tenu de la taille de notre collectivité, le rapport présenté par le maire au conseil municipal doit comporter, au titre de l'exercice en cours ou, le cas échéant, du dernier exercice connu, les informations relatives :

- *A la structure des effectifs.*
- *Aux dépenses de personnel.*
- *A la durée effective du travail dans la commune.*

Il présente en outre l'évolution prévisionnelle de la structure des effectifs et des dépenses de personnel pour l'exercice auquel se rapporte le projet de budget.

La loi de programmation des finances publiques (LPFP) du 22 janvier 2018 pose de nouvelles règles relatives au rapport d'orientation budgétaire. Ces nouvelles règles sont d'effet immédiat.

L'article 13 II de la LPFP dispose :

A l'occasion du débat sur les orientations budgétaires, chaque collectivité territoriale présente ses objectifs concernant :

- *L'évolution des dépenses réelles de fonctionnement, exprimées en valeur, en comptabilité générale de la section de fonctionnement.*
- *L'évolution du besoin de financement annuel calculé comme les emprunts minorés des remboursements de dette.*

Ces éléments prennent en compte les budgets principaux et l'ensemble des budgets annexes.

Rappelons qu'une délibération sur le budget non précédée de ce débat est entachée d'illégalité et peut entraîner l'annulation du budget (TA Versailles, 28 décembre 1993, Commune de Fontenay le Fleury).

Contexte général de la situation économique et sociale :

➤ Situation globale dans le monde et pour la zone euro :

L'économie mondiale face à la pandémie mondiale du Covid-19 :

Suite à l'apparition fin 2019 du coronavirus SARS-CoV-2, le reste du monde a assisté incrédule le 23 janvier 2020 aux premiers confinements de métropoles chinoises avant d'être touché à son tour par la pandémie de la COVID-19 début 2020. Depuis, l'économie mondiale évolue cahin-caha, au rythme de la pandémie et des mesures de restrictions imposées pour y faire face.

Démunis face à la première vague qui submergea les services hospitaliers au printemps, les gouvernements, cherchant à enrayer la vitesse de propagation de la pandémie, ont eu largement recours à des mesures de confinement, qui se sont traduites au 2^oT en un double choc d'offre et de demande à l'échelle mondiale.

Après une récession d'ampleur inédite au 1^oS, l'activité a pris l'allure de montagnes russes au 2^oS.

Les déconfinements progressifs durant l'été se sont traduits mécaniquement par de forts rebonds au 3^oT, l'activité restant toutefois en retrait par rapport à fin 2019 : + 7,5 % T/T aux Etats-Unis après - 9 % au 2^oT et + 12,5 % T/T en zone euro après -11,7 % au 2^oT.

A partir de septembre, l'accélération des contaminations a repris. L'Europe et les Etats-Unis ont été confrontés à une 2^o vague de contaminations. Au 4^oT, la réintroduction progressive des mesures restrictives puis le recours à des nouveaux confinements a, à nouveau, pesé sur l'activité. Depuis Noël, l'apparition de variants du virus particulièrement contagieux conduit à un nouveau retour en force des confinements, qui - plus stricts qu'à l'automne - compliquent les échanges économiques au 1^oS 2021.

Avec plus de 1,9 millions de décès et plus de 92 millions de cas d'infections à la COVID-19 recensés au niveau mondial, les campagnes de vaccination lancées depuis fin 2020 constituent de véritables lueurs d'espoir, qui pourraient devenir réalité au 2^oS 2021.

Zone euro : crise sanitaire inédite et activité en dents de scie :

Après une chute vertigineuse du PIB comparée à 2008, due aux restrictions et confinements instaurés de mars à mai dans la plupart des économies de la zone euro, l'activité, profitant de la levée progressive des mesures contraignantes a fortement rebondi au 3^oT, passant de - 11,7 % T/T au 2^oT à + 12,5 % T/T au 3^oT.

Pour autant l'activité demeure en retrait de 4,4 % par rapport au 4^oT 2019, les secteurs sources de fortes interactions sociales tels que les services de transports, de restauration et d'hébergement et les autres activités liées au tourisme demeurant durablement affectés. Les pays plus touristiques (Espagne, France, Italie) ont ainsi souffert davantage que ceux disposant de secteurs manufacturiers importants (Allemagne).

Au 4^oT, la 2^o vague de contamination a conduit au retour progressif des restrictions de mobilité et d'activité, puis à l'instauration de nouveaux confinements dans plusieurs régions et pays : Irlande, Pays de Galles, France, Belgique, Allemagne, Espagne, Italie... L'activité en zone euro devrait à nouveau se contracter, mais dans une moindre mesure. Les gouvernements ont en effet cherché à minimiser l'impact économique des mesures imposées, notamment en maintenant les écoles ouvertes et en préservant certains secteurs d'activité (construction, industrie).

D'après les indicateurs avancés, cette stratégie semble avoir été relativement efficace. Selon la BCE, le repli de la croissance en zone euro devrait être autour de 2,8 % au T4 et de 7,3 % en moyenne en 2020.

Avec le lancement des campagnes de vaccination, la confiance s'est renforcée en zone euro, alors même que l'activité économique devrait être bien moins dynamique qu'attendu au S1. Face à la propagation de variants de la COVID-19 particulièrement contagieux, l'Europe est marquée en ce début d'année par des confinements plus stricts qu'à l'automne, qui pourraient se maintenir jusqu'en avril.

Zone euro : soutien massif des institutions européennes :

Au-delà des plans d'urgence nationaux, le soutien massif des institutions supranationales devrait atténuer les effets de la pandémie en zone euro et contribuer à relancer l'économie une fois celle-ci maîtrisée.

Outre le programme SURE (100 Mds €) destiné à soutenir les programmes de chômage de courte durée, les Etats membres de l'UE ont conçu à l'été 2020 un important plan de relance, Next Generation EU, de 750 milliards € de prêts et subventions. Définitivement validé en décembre 2020, il s'appliquera en 2021-2022 principalement en soutenant l'investissement. Pour la première fois l'UE financera les Etats membres par l'émission de dettes en son nom propre.

De son côté, contrairement à 2008, la BCE a réagi rapidement et significativement. Après avoir augmenté son programme d'achats d'actifs (APP) de 120 milliards €, elle a créé le programme PEPP (Pandemic Emergency Purchase Programme) initialement doté d'une capacité de 750 milliards €, portée progressivement à 1 850 milliards € en décembre 2020. Pour alimenter les banques en liquidités, elle a également assoupli les conditions des TLTRO III puis créé le programme PELTRO (Pandemic Emergency Longer-Term Refinancing Operations) renforcé en décembre dernier. Au-delà, elle a maintenu sa politique monétaire très accommodante, ce qui s'est

traduit par des taux d'intérêt très bas, permettant aux gouvernements de financer d'importants plans de relance par déficit public.

Dans ce contexte d'incertitudes accrues, la croissance du PIB en zone euro devrait chuter d'environ - 7,3 % en 2020 avant de rebondir à 3,9 % en 2021.

France : l'économie à l'épreuve de l'épidémie de la COVID-19 :

Résiliente en 2019 (1,5 %), l'économie française a été durement touchée par la pandémie COVID-19 en 2020. Reculant de 5,9 % au 1^{er}T, le PIB a chuté de 13,8 % au 2^oT suite au confinement national instauré du 17 mars au 11 mai. Si toutes les composantes de la demande ont été affectées, certains secteurs ont été plus particulièrement touchés par la crise sanitaire : l'hébergement et la restauration, la fabrication d'équipements de transport (automobile et aéronautique) et les services de transport.

Suite à l'assouplissement des restrictions, l'activité économique française a fortement rebondi au 3^oT tout en restant inférieure de 3,7 % à son niveau d'avant crise (4^oT 2019). La croissance du PIB au 3^oT a ainsi atteint 18,7 % T/T mais a reculé de 3,9 % en glissement annuel.

L'accélération des contaminations au 4^oT a conduit à un nouveau confinement national du 30 octobre au 15 décembre avec une réouverture des commerces fin novembre et l'instauration d'un couvre-feu en soirée depuis mi-décembre.

Toutefois compte tenu de la progressivité des mesures de restriction imposées depuis fin septembre (fermeture des bars, couvre-feux locaux, confinement national) et de l'allègement des restrictions en termes de déplacement et d'activité (maintien des écoles ouvertes), l'impact économique devrait être moins fort qu'au 2^oT. La perte d'activité est attendue à - 4 % au 4^oT et - 9,1 % en moyenne en 2020. Comme ailleurs en Europe, la progression des contaminations avec l'arrivée de nouvelles souches particulièrement contagieuses du coronavirus compromet la vigueur du rebond attendu en 2021 (désormais 4,1 % contre 5,4 % auparavant). Depuis le 2 janvier, l'horaire du couvre-feu a été relevé à 18h progressivement dans toute la France. Au-delà, l'accélération des hospitalisations semble rendre un troisième confinement inévitable.

France : de lourdes conséquences sur le marché du travail :

Sur le marché du travail, l'impact de la pandémie est d'ores et déjà impressionnant.

Au premier semestre 2020, 715 000 personnes avaient déjà perdu leur emploi salarié. En deux trimestres, l'ampleur des destructions d'emploi a ainsi dépassé les 692 000 créations d'emploi lentement accumulées au cours des deux ans et demi séparant le 2^oT 2017 du 4^oT 2019. Le rebond du 3^oT a toutefois permis de réduire les pertes d'emplois salariés à 295 000.

Cette destruction massive d'emploi ne s'est pas immédiatement traduite par une hausse du taux de chômage tel que mesuré par le BIT. En effet, le nombre de chômeurs se déclarant activement à la recherche d'un emploi ayant diminué pendant le confinement, le taux de chômage a nettement diminué au 1^{er}S passant de 8,1 % au 4^oT 2019 à 7,1 % au 2^oT 2020, alors même que la situation sur le marché du travail se détériorait. L'assouplissement des restrictions durant l'été aura eu raison de cette baisse du chômage en trompe l'œil. Au 3^oT, le nombre de chômeurs a augmenté de 628 000 en France et atteint 2,7 millions tandis que le taux de chômage (BIT) s'élevait de nouveau à 9,0 %.

Afin de soutenir les entreprises et limiter la hausse du chômage, le gouvernement a adapté dès mars le dispositif d'activité partielle, qui a été largement sollicité. Son coût pour 2020 est estimé à 31 milliards € (1,3 % de PIB). En 2021 il sera vraisemblablement supérieur aux 6,6 milliards € prévus.

Malgré les mesures exceptionnelles de soutien au marché du travail, le taux de chômage devrait culminer au-dessus de 11 % d'ici à la mi-2021, pour diminuer ensuite et atteindre 8 % vers la fin de 2022.

France : d'importants soutiens économiques financés par emprunt :

Pour atténuer l'impact économique et social de la crise sanitaire, le gouvernement a accompagné les confinements d'un vaste ensemble de mesures d'urgence. Ces mesures ont été conçues pour soutenir les ménages (en préservant leur emploi et la majeure partie de leurs revenus grâce au chômage partiel), soutenir les entreprises (en renforçant leur trésorerie par le biais de facilités de crédit) et soutenir certains secteurs d'activité les plus durement touchés par l'épidémie (tels que le tourisme, l'automobile et l'aéronautique).

Le coût total de ces mesures est estimé à près de 470 milliards € (environ 20 % du PIB). Toutefois, seule une partie des mesures (64,5 Mds €) aura un impact direct sur le solde public, l'impact des mesures de trésorerie (76 Mds €) et de garanties de l'Etat (327,5 Mds €) à ce stade incertain n'étant susceptible d'intervenir qu'après 2020.

Au-delà de ces mesures d'urgence, le gouvernement français a lancé en septembre un plan de relance sur les années 2021-2022 de 100 milliards € (soit 4,3 % du PIB) financé à hauteur de 40 milliards € par l'Europe. Comprenant trois axes (écologie, compétitivité et cohésion), il vise, via des programmes d'investissement, à soutenir l'activité et minimiser les effets potentiels à long terme de la crise sanitaire.

Enfin, l'annonce du 2ème confinement s'est accompagnée d'une enveloppe budgétaire supplémentaire de 20 milliards € de soutien financier, largement répartie sur les mesures de soutien mises en place précédemment.

France : une inflation durablement faible :

Depuis le début de la pandémie mondiale, l'inflation de l'IPC français a fortement baissé, passant de 1,5 % en glissement annuel en janvier 2020 à 0 % en septembre, son plus bas niveau depuis mai 2016.

Cette forte baisse de l'inflation est principalement due à l'effondrement des prix de certains biens et services, induit par une plus forte baisse de la demande mondiale relativement à celle de l'offre mondiale induites par l'instauration de confinements dans de nombreux pays du monde. La chute des prix du pétrole est ainsi largement à l'origine de la disparition de l'inflation française. Le prix du baril de Brent est en effet passé de 69 dollars fin 2019 à moins de 10 dollars le 21 avril 2020. Depuis il est remonté à 46 dollars avant de repartir à la baisse fin août jusqu'à mi-décembre où il est remonté à 50 dollars, boosté par le lancement des campagnes de vaccination.

Compte tenu des stocks de pétrole élevés et de l'abondance des réserves de l'OPEP par rapport à la croissance de la consommation mondiale, le prix du baril de Brent devrait rester modéré au 1^{er}S 2021, avant de remonter progressivement et atteindre en moyenne 55 \$ le baril en 2021 puis 62 \$ en 2022.

Après 1,1 % en 2019, l'inflation française (IPC) s'est élevée à 0,5 % en moyenne en 2020. Au regard de la hausse attendue du chômage, l'inflation devrait être principalement guidée par les prix du pétrole et rester faible les deux prochaines années. Elle devrait légèrement progresser pour atteindre +0,7 % en 2021, et +0,6 % en 2022.

France : niveau record des demandes de crédits de trésorerie des entreprises :

Depuis mars, la crise sanitaire s'est traduite par une forte hausse des demandes de crédits de trésorerie des entreprises (TPE, PME, ETI), atteignant des niveaux records. La proportion des crédits de trésorerie dans les nouveaux crédits octroyés (hors découverts) est ainsi passée de 35 % au 1^{er}T 2020 à 72 % au 2^{er}T 2020. Ces hausses reflètent le développement des Prêts Garantis par l'État (PGE) accordés aux entreprises à des taux très bas (0,67 % en moyenne au 2^{er}T), le coût de la ressource des banques n'étant augmenté que de la prime de garantie. Fin novembre 2020, les crédits mobilisés par les entreprises atteignaient 1 195 milliards € soit une hausse de 12,6 % en glissement annuel. Sans surprise, ce sont les secteurs de l'hébergement et restauration, le conseil et les services aux entreprises et le transport et entreposage qui ont été les plus demandeurs.

Après avoir ralenti en mars et avril en raison du confinement, la demande de crédit des ménages pour l'habitat a rebondi au 3^{er}T, les conditions de financement demeurant toujours favorables.

France : un impact durable de la crise sanitaire sur les finances publiques :

Sous le double effet de la baisse de l'activité et d'interventions publiques massives en raison de la crise sanitaire, le déficit public devrait atteindre 11,3 % du PIB en 2020, tandis que la dette publique s'élèverait à 119,8 % du PIB selon le 4^{ème} projet de loi de finances rectificative (PLFR) pour 2020.

Pour 2021, le gouvernement prévoit depuis décembre 2020, une baisse du déficit public à 8,6 % du PIB et une dette publique à 122,3 % du PIB.

Pour autant, la forte augmentation attendue de la dette publique française ne devrait pas affecter la viabilité de la dette de la France en raison des coûts d'emprunt extrêmement bas liés à la politique très accommodante de la BCE. En effet, compte tenu du niveau très faible de l'inflation, les taux d'intérêt devraient rester extrêmement bas pendant encore un certain temps.

Loi de finances initiale (LFI) pour 2021 :

Une loi de finances reflète son temps. La pandémie qui a bouleversé 2020 imprime fortement sa trace dans la loi 2021 comme elle a amené une série de lois de finances rectificatives tout au long de 2020.

Les entités publiques locales sont fortement touchées dans leurs finances par une crise qui perdure début 2021. L'impact brut devrait être de l'ordre de 20 milliards sur trois ans, à comparer à des dépenses de fonctionnement proches de 700 milliards dans le même temps.

Le corpus réglementaire institue différentes mesures pour résorber ce choc et donner aux entités publiques locales les moyens d'être des acteurs de la relance qui est l'objectif principal de la LFI 2021.

En même temps, les mesures prises en faveur de la compétitivité des entreprises - les acteurs économiques qui souffrent le plus de la crise - ont des effets de bord sur le secteur public territorial : la baisse de 10 milliards des impôts de production implique une série de mesures de compensation.

Hors crise, les mesures de la loi sont dans la continuité des lois de finances précédentes : gestion de la fin de la taxe d'habitation, mesures diverses de simplification.

Au-delà du délicat exercice de limiter l'impact financier de la crise pour les collectivités, la LFI 2021 met en exergue le rôle spécifique du secteur public territorial qui est le grand acteur de l'investissement public. Il en représente 55%. L'enjeu est de favoriser la reprise économique par l'investissement, et surtout de construire le monde à venir autour de grands thèmes : transition énergétique et écologique, nouvelles mobilités, santé et sport, et plus généralement de l'investissement au service des acteurs économiques locaux, de l'équilibre et de l'attractivité des territoires.

La loi de finances initiale pour 2021 du 29 décembre 2020, de même que la 4^e loi rectificative pour 2020 du 30 novembre 2020, sont empreints de la crise sanitaire et du plan de relance 2021-2022 voulu par le gouvernement. En 2021, une embellie est programmée. Il reste néanmoins que le PIB mettra longtemps à retrouver le niveau qu'il aurait dû atteindre sans la crise sanitaire.

Au titre de la LFI 2021, à proprement parler, pour les collectivités territoriales et particulièrement les communes, les principales modifications sont retracées, par thématique, dans les articles suivants :

- Dotations.
- Péréquation.
- Mesures fiscales.

Précisions de la LFI 2021 au titre des dotations :

Des transferts financiers de l'État aux collectivités en baisse : fin des dégrèvements de TH (Art.73 et 78 et 252 de la LFI)

Ils incluent la totalité des concours financiers de l'État majorés des subventions des autres ministères, des contreparties des dégrèvements législatifs, du produit des amendes de police de la circulation et des radars ainsi que la fiscalité transférée et le financement des fonds régionaux d'apprentissage.

Ils atteignent 104 milliards € dans la LFI 2021 à périmètre courant, en baisse de 10 % par rapport à la LFI de 2020. Cette diminution est directement liée à la suppression des dégrèvements de TH puisqu'en 2021, le produit de la TH est affecté au budget de l'Etat (-13 Mds €) et le bloc communal est compensé par de nouvelles ressources fiscales.

Les concours financiers de l'État (51,9 milliards €) : une quasi stabilité

Ils totalisent tous les prélèvements sur recettes (PSR) de l'État au profit des collectivités locales ainsi que les crédits du budget général relevant de la mission relations avec les collectivités territoriales (RCT).

La mission RCT se compose à environ 90 % de quatre dotations : la dotation générale de décentralisation (DGD) qui compense les charges résultant de transferts de compétences, la dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR), la dotation de soutien à l'investissement local (DSIL) et la dotation globale d'équipement (DGE) des départements.

Prélèvements sur les recettes (PSR) de l'Etat au profit des collectivités territoriales : un niveau de DGF stabilisé
Les PSR de l'Etat en faveur des collectivités représentent une part prépondérante des concours financiers de l'Etat (83 %) et même de l'ensemble des transferts aux collectivités locales (41 %).

Ils s'élèvent à **43,4 milliards €** en 2021 en augmentation de **+ 5,2 % par rapport à la LFI 2020**.

La DGF est stable avec un montant de **26,758 milliards €**.

Le FCTVA poursuit sa croissance (+9,1 %) grâce à une bonne reprise de l'investissement local depuis 2017.

Les compensations d'exonérations de fiscalité locale, quant à elles, chutent (- 80 %) du fait de la mise en place de la réforme fiscale dès 2021 et par conséquent de l'arrêt de la prise en charge par l'Etat du dégrèvement de la TH.

Par ailleurs, deux nouveaux prélèvements liés directement à la crise sanitaire voient le jour :

- **510 M€** à destination du bloc communal pour compenser les pertes de recettes fiscales et domaniales subies en 2020.
- **10 M€** pour compenser les collectivités territoriales et les groupements des abandons de loyers consentis à des entreprises. Le montant attribué à chaque collectivité ou groupement est égal à 50 % de la somme totale de ses abandons ou renoncations de loyers.

Variables d'ajustement :

La LFI 2021 prévoit une minoration très limitée des variables d'ajustement de **50 M€ pour 2021**, uniquement fléchée sur les départements et les régions. Les variables d'ajustement du bloc communal sont donc totalement épargnées par cette minoration.

Les dotations de soutien à l'investissement local stables :

Les dotations d'investissement alloués aux communes et EPCI s'élèvent à 1,8 Md€ dans la LFI 2021, montants inchangés par rapport à 2020 dont :

- Dotation politique de la ville (DPV) : 150 M€
- Dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR) : 1 046 M€

- Dotation de soutien à l'investissement local (DSIL) : 570 M€

Péréquation (FSDRIF et FPIC) maintenue aux niveaux de 2020

Elle s'élève à 350 millions € pour le premier et un milliard € pour le second en 2021.

Décalage de la date d'entrée en vigueur de l'automatisation du FCTVA (article 251)

Après 2 reports dans les LFI précédentes, cet article planifie la mise en œuvre de l'automatisation du FCTVA dès 2021.

Cette automatisation sera possible grâce à l'application dédiée nommée ALICE (automatisation de la liquidation des concours de l'Etat).

L'éligibilité de la dépense au FCTVA ne sera plus fonction de sa nature juridique mais de son imputation comptable. Certaines dépenses (travaux de lutte contre les avalanches, de défense contre la mer, investissements sur le domaine public fluvial, ...) sont exclues de ce traitement automatisé. Un décret et un arrêté en date du 30 décembre 2020 précisent quelques éléments, notamment l'assiette des dépenses entrant dans le champ de l'automatisation et la périodicité de versement.

La mise en œuvre se fera progressivement sur 3 ans pour les dépenses éligibles réalisées à partir du 1^{er} janvier 2021

- En 2021 pour les collectivités percevant le FCTVA l'année même de la dépense.
- En 2022 pour les collectivités percevant le FCTVA en N+1 (cas de RUMILLY).
- En 2023 pour les collectivités percevant le FCTVA en N+2 (la majorité des collectivités).

En 2021, un bilan sera réalisé pour s'assurer de la neutralité budgétaire de cette réforme. Dans le cas contraire, il serait alors nécessaire de mettre en place des mesures correctrices (par exemple réduire l'assiette des imputations comptables éligibles).

Par ailleurs, cet article élargit les dépenses de fonctionnement éligibles au FCTVA à la fourniture de prestations de solutions relevant de l'informatique en nuage (cloud) à compter du 1^{er} janvier 2021.

Dispositions de la LFI 2021 au titre de la fiscalité :

Suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales et réforme du financement des collectivités territoriales

La poursuite de cette réforme fait suite à l'annonce du Président de la République, en novembre 2017, concernant la suppression de la taxe d'habitation après le dégrèvement de cette dernière pour 80 % des ménages (sous conditions de ressources) dès 2018.

Pour mémoire, seule la TH sur les résidences principales est concernée, la TH sur les résidences secondaires et la taxe sur les logements vacants ne font pas l'objet de modifications.

Suppression de la taxe d'habitation (TH) :

Pour supprimer la TH, une exonération progressive est mise en place pour les 20 % des ménages encore soumis à son paiement :

- de 2018 à 2020, dégrèvement progressif pour 80 % des ménages : - 30 % en 2018, - 65 % en 2019 et - 100 % en 2020.
- De 2021 à 2022, exonération progressive pour les 20 % des ménages restant : - 30 % en 2021, - 65 % en 2022.
- A compter de 2023, suppression de la TH pour l'ensemble des ménages.

La suppression totale de TH sur les résidences principales n'intervient donc qu'en 2023 mais la réforme fiscale liée à cette mesure est mise en œuvre dès 2021.

La réforme fiscale :

Les communes et EPCI à FP ne percevront plus le produit de la TH sur les résidences principales dès 2021. Cette recette sera affectée au budget de l'Etat en 2021 et 2022.

Par contre, elles continueront à percevoir le produit de cette même Taxe d'Habitation appliquée aux résidences secondaires mais ne pourront agir sur le taux. En effet le taux est figé sur celui voté en 2019.

- Pour les communes :

La taxe foncière sur les propriétés bâties (FB) des départements est transférée aux communes.

Ainsi en 2021, le taux de FB d'une commune sera égal à la somme du taux FB communal et départemental de 2020. Pour les années suivantes, les communes conservent leur pouvoir de vote de taux sur le FB sur la base de ce taux global.

Ce transfert crée des disparités car il ne compense pas parfaitement le produit de TH perdu par chaque commune prise individuellement.

Pour gérer ces déséquilibres, un coefficient correcteur est mis en place.

Contrairement aux réformes fiscales précédentes, il ne s'agit pas d'un fonds spécifique mais d'un mécanisme de correction du produit de FB à percevoir par la commune.

De son mode de calcul égal à :

1+ Ecart de produit entre TH supprimée et FB transféré

Produit global (commune + département) de FB 2020.

résulte un coefficient correcteur.

Une première simulation fixe ce coefficient à 1,0926048323 pour la ville de Rumilly.

Ce coefficient est figé mais le montant corrigé peut évoluer en fonction de la dynamique des bases de FB. En effet, il s'applique sur le produit global de FB hors évolution de taux sur le FB.

Si ce mécanisme est insuffisant pour les communes sous-compensées, un complément sera versé par l'Etat sous forme d'un abondement.

A noter que les communes dont la surcompensation est inférieure ou égale à 10 000 €, ne sont pas concernées par l'application de ce coefficient correcteur.

Impacts de la suppression de la TH pour les autres taxes :

La taxe de gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI) et la taxe spéciale d'équipement (TSE) sont des taxes dont l'assiette repose sur les bases d'imposition de TH, FB, FNB et CFE. Suite à la suppression de la TH, ces deux taxes pèseront plus fortement sur les 3 impôts restant.

La contribution à l'audiovisuel public présente sur l'avis d'imposition de la TH sera désormais adossée à l'impôt sur le revenu.

Le FB remplacera la TH en tant qu'imposition pivot pour les règles d'encadrement et de lien entre les taux.

Autre modification majeure de la fiscalité directe locale à compter de 2021, la réduction des impôts de production :

Pour les communes comme Rumilly, la mesure principale de cette réduction des impôts de production concerne la division par deux des valeurs locatives des établissements industriels (art 29 de la LFI 2021). S'agissant des entreprises, la loi distingue :

- les locaux professionnels, qui sont estimés selon une méthode tarifaire : surface x par tarif au m² pondéré et actualisé en fonction du marché locatif local.
- les établissements industriels, qui sont évalués selon une méthode comptable : valeur brute au bilan x 8 % auquel est appliqué un abattement de 50% pour la TFPB et de 30 % pour la CFE.

Initialement instaurée (1970) afin d'alléger la pression fiscale sur l'industrie, la méthode comptable aboutit aujourd'hui à l'effet inverse. Dans ces conditions, la LFI 2021 divise tout simplement par deux le taux appliqué aux valeurs du bilan réévaluées, les ramenant de 8% à 4% net. Les produits industriels des communes et des EPCI vont donc être divisés par deux.

Une compensation d'Etat est prévue, égale au produit des bases perdues, mises à jour chaque année, par le taux voté en 2020.

Ce schéma, présenté comme neutre, appelle trois réserves :

- Si la dynamique locale est, à ce stade, préservée, les collectivités perdent du levier fiscal.
- La compensation de l'Etat va intégrer les concours de l'Etat soumis à une norme d'évolution qui est la stabilité. Au sein de cette enveloppe normée, sa hausse naturelle exercera une pression à la baisse sur d'autres dotations. Ce sont donc les collectivités qui, dès 2022, paieront la dynamique de la compensation et non l'Etat.
- A plus longue échéance, comment ne pas imaginer que cette importante compensation, 3,3 milliards € en 2021, à l'image de nombre de ses prédécesseuses, ne devienne une variable d'ajustement au sein des concours de l'Etat ?

Pour information :

Jusqu'à la LFI 2017, chaque année, un article de la LFI fixait le taux de revalorisation des bases de fiscalité directe locale.

A compter de 2018, la revalorisation est fonction de l'inflation constatée (et non prévisionnelle).

Le taux 2021 est donc celui de l'inflation constaté entre novembre 2019 et novembre 2020 soit + 0,2 %.

Pour mémoire, le taux de revalorisation 2020 était de +0,9 %, de + 2,2% en 2019, de + 1,24 % en 2018 et + 0,4 % en 2017.

Après avoir exposé de manière synthétique les principales mesures de la loi de finances pour 2020 concernant les collectivités territoriales, il convient d'intégrer ses dispositions dans notre propre budget.

Le budget 2021 de la Ville de Rumilly sera construit conformément à la prospective budgétaire mise en place dans notre collectivité, présentée en annexe.

Cette prospective budgétaire a été conçue, concernant les années 2021 et suivantes, de manière « volontariste » afin de respecter les instructions de l'État visant à contenir les dépenses réelles de fonctionnement et leur évolution. « Volontariste » signifie que, à ce jour, des décisions permettant de respecter ce ratio seront à prendre pour les années 2022 et suivantes au niveau de notre collectivité.

Ce budget permettra également de satisfaire les besoins exprimés par les services, dans le cadre de l'exercice de leurs missions, en respectant les directives exprimées dans la lettre de cadrage budgétaire qui leur a été envoyée en juillet 2020 et révisée en novembre 2020 à hauteur de 19 444 000 € pour ce qui concerne les dépenses de gestion des services, somme ramenée à hauteur de 19 415 000 € en février 2021 afin de tenir compte de l'évolution des prévisions réalisations 2021 de cet agrégat.

Par ailleurs, compte tenu du potentiel financier de la commune, celle-ci continuera de subir un écrêtement au niveau de sa DGF, tout comme en 2020.

➤ **Structure et évolution des différents niveaux d'épargne de la collectivité pour 2021 et les exercices suivants :**

Comme évoqué ci-dessus, il convient de surveiller l'évolution des niveaux d'épargne que sont :

- L'épargne de gestion.
- L'épargne brute.
- L'épargne nette.

En ce qui concerne le premier niveau d'épargne, l'épargne de gestion, il convient de suivre l'évolution de ce ratio puisqu'il nous permet d'apprécier l'écart qui subsiste entre, d'une part, le rythme d'évolution des charges de gestion des services, retracée au sein des chapitres 011 charges à caractère général, 012 charges de personnel, 014 atténuations de produits et 65 autres charges de gestion courante, d'autre part, le rythme d'évolution des produits de gestion des services retracés quant à eux au sein des chapitres 70 produits des services et du domaine, 73 impôts et taxes, 74 dotations et participations, 75 autres produits de gestion courante et 013 atténuation de charges.

En ce qui concerne notre budget, hormis pour les exercices 2020 et 2021 qui, compte tenu du double effet lié à la crise sanitaire liée au COVID19 et au besoin de renforcement des services, voit son niveau d'épargne de gestion diminuer fortement par rapport à 2019, pour les exercices suivants, à savoir 2022 et suivants, les prévisions de ralentissement de l'évolution des charges à caractère général, projetées à ce jour de manière volontariste afin de converger vers un niveau d'évolution des dépenses de fonctionnement bien moins soutenu, devraient permettre de ralentir la dégradation de ce ratio. (*Voir détail sur l'état joint en annexe*)

Dans ces conditions, et en fonction de la connaissance à ce jour des niveaux de réduction des dotations de l'État, cette épargne de gestion, dans le cadre du budget principal, pourrait évoluer approximativement de la manière suivante :

• 2019	3 943 278,98 € soit - 12,69 % par rapport à 2018 (réel)
• 2020	3 458 580,00 € soit - 12,29 % par rapport à 2019 (réel)
• 2021	2 835 000,00 € soit - 18,03 % par rapport à 2020
• 2022	2 936 000,00 € soit + 3,56 % par rapport à 2021

(*Il convient de rappeler ici que ces chiffres ne sont qu'indicatifs puisqu'issus de prospectives et évolueront en fonction de la situation du moment*).

En ce qui concerne le second niveau d'épargne, l'épargne brute ou CAF (Capacité d'Autofinancement), il convient, dans notre cas, de retravailler le chiffre annoncé dans le cadre de la prospective budgétaire qui ne peut être pris, et donc analysé, de manière brute et « scolaire » en soustrayant, simplement, les dépenses réelles de fonctionnement aux recettes réelles de fonctionnement tel que la définition théorique de cette épargne est édictée. En effet, dans notre cas comme dans nombre de collectivités, la somme des dépenses réelles de fonctionnement comprend, de manière plus ou moins importante, des charges incluses au chapitre 67, dites charges exceptionnelles, et qui correspondent à un simple prélèvement sur les recettes réelles de

fonctionnement permettant de financer les investissements des budgets annexes participant donc également à la mesure de la CAF de la collectivité.

Dans ces conditions, notre épargne brute ou CAF retravaillée par la consolidation des épargnes brutes ou CAF de tous nos budgets, principal et annexes, pourrait être la suivante :

- 2019 3 579 480,59 € (4 294 480,59 € en valeur consolidée des BA)
- 2020 3 679 986,04 € (3 744 586,04 € en valeur consolidée des BA)
- 2021 2 051 500,00 € (2 621 500,00 € en valeur consolidée des BA)
- 2022 2 608 000,00 € (2 778 000,00 € en valeur consolidée des BA)

Le dernier niveau d'épargne, l'épargne nette, repart de l'épargne brute de laquelle on soustrait le remboursement en capital de la dette. Dans notre cas, le volume consacré au remboursement du capital de la dette hors EPF ne va pas évoluer de manière significative sur la période étudiée et ce, malgré la réalisation d'un emprunt de 2 500 K€ en 2019 et la mobilisation prévisible d'un nouvel emprunt de 2 550 K€ en 2022.

Compte tenu de notre encours vieillissant, notre stock de dette, toujours hors encours EPF et en valeur CRD au 31/12, passerait de 9 185 651,03 € en 2019 à 8 443 070,25 € en 2022, alors que la part de remboursement du capital passerait elle de 916 679,06 € en 2019 à 1 104 996,07 € en 2022 et 1 264 490,36 € en 2023 pour tenir compte de la mobilisation d'un nouvel emprunt de 2 550 K€ en 2022.

Pendant cette même période, l'EPF74 va être fortement sollicité dans le cadre de l'opération Action Cœur de Ville au titre du portage foncier. Cette mobilisation va également impacter de manière importante la CAF nette de la Collectivité. Ces différents niveaux d'épargne nette sont retracés dans le tableau ci-dessous.

EXERCICES	AUTOFINANCEMENT NET HORS EPF	POUR INFO AUTOFINANCEMENT NET INCLUANT L'EPF
2019	2 662 801,53 €	2 601 613,45 €
2020	2 588 139,65 €	2 471 522,32 €
2021	1 345 761,68 €	1 156 800,33 €
2022	1 463 335,85 €	981 725,10 €
2023	1 289 667,96 €	808 057,21 €

A cette épargne nette, l'ajout des autres recettes d'équipement telles que les subventions, le FCTVA et le résultat reporté de l'exercice précédent éventuel, corrigé des charges financières autres que le remboursement du capital de la dette bancaire et de l'EPF (taxes d'aménagement par exemple), permet de déterminer la **capacité financière globale** de la commune à investir pour l'année budgétaire.

Tout comme depuis l'exercice 2013, nous reprendrons, dès le budget primitif, les résultats dégagés à l'issue de l'exercice n-1.

Cette reprise se fera de manière définitive puisque, pour la première fois, nous approuverons le compte administratif 2020 en même temps que le vote du budget primitif 2021.

Cette méthode nous permettra, comme par le passé avec la reprise anticipée des résultats, de prévoir et d'inscrire les dotations budgétaires correspondant à l'ensemble des besoins exprimés pour l'année et ceci dès le budget primitif. Ainsi, il n'y aura donc pas de décision modificative budgétaire ayant valeur de budget supplémentaire mais éventuellement des décisions modificatives au fil de l'année, nous permettant de couvrir les événements imprévus.

En conclusion du volet macro-économique, le budget 2021 sera, comme celui de 2020, soumis à un contexte financier très tendu, lié notamment à la gestion de la crise sanitaire, sachant que cette tendance s'accroîtra sur les prochains exercices compte tenu notamment du fragile équilibre constaté dans nos différentes épargnes tels que définies ci-dessus.

Dans la continuité de la politique budgétaire menée par la Ville de Rumilly, la situation appelle plus que jamais à maîtriser ses dépenses, tant en fonctionnement qu'en investissement.

En effet, compte tenu de ce qui a été évoqué ci-dessus en matière d'évolution de la dépense publique, l'Etat confronté à une crise sanitaire et économique majeure, pourrait revoir sa politique en matière de répartition des concours financiers envers les collectivités territoriales sur le long terme. Cette situation, conjuguée à la réforme fiscale en cours, nous obligera à repenser totalement le niveau de service apporté à la population en adaptant nos organisations à ces nouvelles données. De même, il conviendra de cibler et de se concentrer uniquement sur les investissements indispensables à l'exercice de nos compétences et générateurs d'économies en matière de charges de fonctionnement.

C'est pourquoi le budget de la ville de Rumilly, par la mise en place d'outils tels qu'une prospective budgétaire réaliste sur la durée du mandat, insistant sur la maîtrise de ses charges courantes ainsi que de ses charges de personnel, permettra de dégager une capacité d'investissement conforme à ses capacités, financières et techniques à réaliser qui sera décliné, courant 2021 dans un PPI (Plan Pluriannuel d'Investissement) fixant un cadre à l'échelle du mandat.

C'est seulement dans ces conditions que la collectivité sera à même de décliner, de manière sereine, les investissements annoncés dans le cadre du projet politique de la majorité.

➤ **RECETTES DE FONCTIONNEMENT :**

Rappelons que les recettes de fonctionnement sont constituées, principalement, des éléments suivants :

- La fiscalité directe locale et la fiscalité indirecte,
- Les dotations de l'État dont la part Dotation forfaitaire et DSU de la DGF et les compensations fiscales qui s'y rattachent ainsi que différentes dotations ou subventions émanant de la Région, du Département ou de communes
- Les produits des services et du domaine ainsi que les autres produits de gestion incluant notamment les remboursements de loyers, de charges de personnel (mise à disposition, assurance statutaire...).

➤ **Les dotations de l'État :**

La DGF pour 2021 et les allocations compensatrices d'exonérations d'impôts directs locaux :

Les prélèvements sur recettes (PSR) de l'État au profit des collectivités représentent une part prépondérante des concours financiers de l'État.

Le montant global de la DGF fixé à 26,758 Milliards d'euros dans la LFI pour 2021, à comparer aux 26,802 Milliards d'euros pour 2020, est donc en légère diminution.

Par contre, la péréquation verticale prévoit une évolution de la DSR et DSU à hauteur de 180 millions € selon le tableau ci-dessous :

En M€	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Dotation de solidarité urbaine (DSU)	1 911	2 091	2 201	2 291	2 381	2 471
Dotation de solidarité rurale (DSR)	1 242	1 422	1 512	1 602	1 692	1 782
Dotation nationale de péréquation (DNP)	794	794	794	794	794	794
Total dotations de péréquation communes	3 947	4 307	4 507	4 687	4 867	5 047
<i>Surplus annuel</i>		360	200	180	180	180
<i>Surplus annuel en %</i>		9,12 %	4,64 %	3,99%	3,84 %	3,70 %
<i>Surplus annuel cumulé</i>		9,12 %	14,19 %	18,75%	23,30 %	27,87 %

L'année 2018 qui avait marqué la fin de la baisse de la DGF au titre du redressement des comptes publics avait néanmoins introduit, au titre de la péréquation entre les communes, un dispositif d'écrêtement de la dotation forfaitaire des communes. Ce dispositif est reconduit pour 2021. Il convient également de noter que la dotation forfaitaire des communes continue de fluctuer en fonction de sa population.

Rappel du dispositif d'écrêtement de la dotation forfaitaire des communes :

L'écrêtement de la dotation forfaitaire finance pour moitié, en complément de la baisse des variables d'ajustement, les diverses mesures et obligations liées à l'enveloppe normée. Il s'applique aux communes dont le potentiel fiscal par habitant est supérieur à 75 % du potentiel fiscal par habitant moyen. En 2016, cette minoration était plafonnée à 3 % de la dotation forfaitaire de l'année précédente.

Or, les montants écrêtés diminuent en raison des baisses successives des dotations forfaitaires des communes écrêtées et du nombre croissant de communes ayant atteint le plafond.

De plus, les communes dont la dotation forfaitaire devient nulle après application de sa contribution au redressement des finances publiques ne subissent pas l'écrêtement et ne participent donc plus au financement de la péréquation.

Depuis la LFI 2017, il a donc été prévu de corriger ces effets en passant le plafond de l'écrêtement de la dotation forfaitaire à **1% des recettes réelles de fonctionnement corrigées des produits exceptionnels, des atténuations de produits et des produits tirés de la mutualisation** du budget principal, des derniers comptes de gestion disponibles.

Par ailleurs, le montant de l'écrêtement ne pourra pas dépasser le montant de la dotation forfaitaire pour ainsi éviter de générer de nouveaux cas de communes en situation de « DGF négative ».

La commune de Rumilly étant écrêtée, compte tenu de son potentiel fiscal par habitant, le nouveau mode de calcul nous sera appliqué. Pour mémoire, il avait été de 112 949 € en 2018, de 125 060 € en 2019 et de 84 626 € en 2020. A ce jour, aucune simulation n'est disponible.

Le calcul de la DGF qui sera notifiée pour l'exercice 2021 s'effectuera donc en deux étapes :

1. Calcul de la dotation forfaitaire de 2021 équivalente à la dotation notifiée en 2020 corrigée des variations de population entre les deux exercices,
2. Calcul de la part « écrêtement » appliqué à la collectivité.

Le montant définitif de notre DGF ne nous sera notifié qu'après le vote du budget primitif. Néanmoins, et compte tenu des développements ci-dessus, nous pourrions estimer que notre dotation forfaitaire devrait être nulle en 2021, **à comparer aux 37 496 € notifiés en 2020, aux 122 122 € notifiés en 2019 et aux 214 772 € notifiés en 2018.**

Au titre des dotations d'État, il convient d'ajouter également la DC RTP à hauteur de **1 970 000 € stable pour Rumilly car bénéficiaire de la DSU à hauteur environ de 114 000 €**, les compensations rattachées à la fiscalité directe pour environ **257 000 €** et d'autres dotations de l'État pour environ **103 000 €**.

Au titre de la péréquation horizontale, nous pouvons nous attendre à une stabilité de notre contribution au fonds de péréquation intercommunal et communal (FPIC) au sein de notre bloc communal compte tenu de la reconduction, sans évolution, du montant du prélèvement pour 2021, et au-delà, à 1 milliard d'euros tout comme pour 2017, 2018, 2019 et 2020.

A ces dotations de l'État, il convient d'ajouter, comme chaque année, les dotations émanant des autres strates administratives et concernant, notamment, les dotations pour utilisations des équipements sportifs de la part aussi bien de la Région que du Département, des fonds genevois versés par le Département, pour une estimation globale de **626 000 €**.

Dans ces conditions, le volume global à inscrire au BP 2020 sur le chapitre 74 dotations et participations qui englobe ces différentes composantes pourrait s'élever à environ **3 070 000 €**.

➤ **La fiscalité :**

➤ **La fiscalité directe**

Le coefficient de revalorisation forfaitaire des valeurs locatives est fixé à + 0,2 %, pour 2021, hors taxe d'habitation, par l'État. Cette évolution est désormais calculée fonction de l'évolution des prix harmonisés à la consommation (ICPH) entre novembre n-2 soit 2019 et novembre n-1 soit 2020.

Rappel de l'évolution de la revalorisation des bases d'imposition sur douze exercices : +0,9 % en 2020 + 2,2 en 2019, +1,2 % en 2018, +0,4 % en 2017, +1,0 % en 2016, en +0,9 % en 2015, +0,9 % en 2014, +1,8 % en 2013, +1,8 % en 2012, +2 % en 2011, +1,2 % en 2010, +2,5 % en 2009 et + 1,6 % en 2008.

Le taux d'inflation prévisionnel pour 2021, de décembre à décembre, serait de + 0,06 %.

Rappel des taux moyens d'inflation

2008 : + 2,8 %	2009 : + 0,1 %
2010 : + 1,8 %	2011 : + 2,1 %
2012 : + 2,0 %	2013 : + 0,9 %
2014 : + 0,1 %	2015 : + 0,0 %
2016 : + 0,2 %	2017 : + 1,0 %
2018 : + 1,6 %	2019 : + 1,61 %
2020 : - 0,03 %	

Rappel des taux communaux 2020
(comparés aux derniers taux moyens départementaux de la strate connus)

<u>Taxes</u>	2020	2019	
	<u>Taux communaux</u>	<u>Taux moyens communaux au niveau départemental</u>	<u>Taux moyens communaux au niveau national</u>
<i>Taxe d'habitation (Supprimée en 2021)</i>	18,22 %		
Foncier bâti	12,12 %	16,01 %	21,59 %
Foncier non bâti	41,04 %	67,25 %	49,72 %

Rappel des bases fiscales communales pour 2020

<u>Taxes</u>	2020		
	<u>Bases notifiées (état fiscal 1259 M)</u>	<u>Bases définitives (état fiscal 1288 M)</u>	<u>Évolution</u>
Taxe d'habitation	16 523 000 €	16 645 658 €	+ 0,74 %
Foncier bâti	22 645 000 €	22 760 274 €	+ 0,51 %
Foncier non bâti	80 100 €	80 398 €	+ 0,37 %

Taux de fiscalité prévisibles pour 2021 dans le cadre de la réforme TH

<u>Taxes</u>	2021		
	<u>Taux communal</u>	<u>Taux départemental</u>	<u>Taux global</u>
Taxe d'habitation	Pas de vote. Taux figé au niveau de 2019. Le produit de la TH pour les 20 % de contribuables restant est perçu par l'Etat		
TH sur résidences secondaires (taux figé au niveau de 2019 pas de vote mais produit perçu par la commune)	18,22 %		18,22 %
Foncier bâti	12,12 %	12,03 %	24,15 %
Foncier non bâti	41,04 %		41,04 %

En 2021, comme évoqué plus haut, nous entrerons dans la phase 4 de la mise en place de la suppression progressive de la Taxe d'Habitation sur les résidences principales au titre de la réforme de cet impôt prévue par la LFI pour 2018.

Les 20 % de contribuables restant au titre de la TH entreront progressivement dans le dispositif sur les exercices 2021 et 2022 par l'application d'une réduction de 30 % par année.

A compter de 2023, plus aucun contribuable ne s'acquittera de la TH au titre de sa résidence principale. Les seuils d'éligibilité au dégrèvement seront fonction du revenu fiscal de référence (RFR).

Cette mise en place de la suppression de la TH et la mise en place du système de « substitution » seront donc accompagnées du volet concernant la réduction des impôts de production tel qu'évoqué plus haut également. La LFI 2021 organise également la compensation intégrale de cette perte de recettes fiscales pour les communes et EPCI à fiscalité propre par l'intermédiaire d'un nouveau prélèvement sur recettes de 3,29 Md€ en 2021.

Si la dynamique des bases est bien prise en compte dans ce calcul de compensation en revanche, le pouvoir de taux des collectivités locales est amoindri car il ne s'appliquera plus sur les bases perdues.

Globalement, le produit fiscal attendu pour l'exercice 2021 pourrait se situer, compte tenu d'estimations faites par nos services, aux alentours de **5 900 000 €**.

➤ Les flux financiers entre la Commune et la Communauté de Communes

Le passage en FPU, à compter du 1^{er} janvier 2015, a eu pour conséquence de transformer les recettes générées par l'impôt « économique » en une attribution de compensation fixée par la CLECT et approuvée par l'EPCI et les communes, à hauteur de **6 670 000 €** pour RUMILLY à compter de 2016. Le montant de cette attribution de compensation varie au fur et à mesure des transferts de compétences effectués au cours des exercices. Par ailleurs, un rôle supplémentaire de fiscalité professionnelle perçu par la ville de RUMILLY en 2017 au titre d'exercices antérieurs au passage à la FPU, est venu modifier, et ceci de manière durable, le montant annuel versé à la ville de RUMILLY. Il convient également de noter qu'une partie du financement de la taxe GEMAPI a été prélevée, à compter de 2018, sur le montant de l'attribution de compensation. Dans ces conditions, le montant estimé pour 2021 devrait se situer aux alentours de **6 600 000 €**.

Rappelons également que le FNGIR (Fonds National de Garantie Individuel des Ressources) institué après la suppression de la TP en 2011, reste acquis à la commune pour un montant n'évoluant plus, de l'ordre de **3 745 000 €**.

Les rôles complémentaires de fiscalité ainsi que les droits de places sur les foires et marchés viennent compléter, dans une moindre mesure, le panel de la fiscalité directe pour une valeur globale d'environ **28 000 €**.

Dans ce contexte et en l'absence de notification des bases fiscales 2021, qui ne devraient être connues que début avril, l'estimation des recettes fiscales de la commune réclame la plus grande prudence et, bien qu'elles aient été réalisées avec beaucoup de rigueur, ces informations restent toutefois incertaines.

A ce stade, les recettes liées à la fiscalité directe locale, telles que présentées ci-dessus, devraient donc se situer aux alentours de **16 273 000 €**.

Dans ces conditions, l'évolution physique des bases de l'impôt ménages TFB et TFPNB, illustrée dans le tableau ci-dessus, demeure la seule évolution dynamique de notre fiscalité directe.

Conformément aux engagements pris lors du renouvellement de ce mandat, il ne sera pas prévu d'augmentation des taux de la fiscalité pour 2021.

➤ La fiscalité indirecte

Deux composantes essentiellement :

- La Taxe Finale sur la Consommation d'électricité appelée auparavant Taxe sur l'électricité, soit **287 000 €** en 2021 (274 000 € en 2020, 223 995 € en 2019, 280 942 € en 2018, 256 246 € en 2017, 282 142 € en 2016, 265 987 € en 2015, 277 753 € en 2014, 283 055 € en 2013 et 265 736 € en 2012). Pour mémoire, depuis le 1^{er} janvier 2017, cette taxe est perçue directement par le SYANE qui nous la rétrocédait à hauteur de **92 % en 2017 et 85 % à compter de 2018**, conformément aux engagements pris par délibération du conseil municipal en date du 7 juillet 2016. Par délibération en date du 5 juillet 2018, le taux de rétrocession, à compter de 2018, a été porté à **92,50 %** au lieu des **85 %** initiaux.

Cette taxe fera l'objet d'une grande révision à compter de 2021 avec deux objectifs :

- Simplifier la gestion de cette taxe
- Harmoniser les tarifs de TCFE au niveau national.

Cette simplification retire le caractère local de la taxation avec une harmonisation des tarifs des taxes communales et départementales et confiera la gestion du produit de cette taxe à la DGFIP mettant fin ainsi aux services locaux de gestion et de contrôle. Le produit perçu par l'Etat sera reversé par quote-part aux collectivités bénéficiaires. Cette simplification se déroulera sur trois ans à compter de 2021.

- Les taxes additionnelles aux droits de mutation, soit **550 000 €** en 2021 (651 872 en 2020, 704 534 € en 2019, 927 254 € en 2018, 591 652 € en 2017, 471 771 € en 2016, 551 596 € en 2015, 463 218 € en 2014, 455 543 € en 2013, 509 809 € en 2012). Cette taxe, fortement rémunératrice, est fluctuante. Cette tendance risque de se poursuivre. Il conviendra donc de rester prudent sur l'évaluation de cette recette pour 2021.

Sur cet ensemble de recettes de fiscalité indirecte, et compte tenu du développement ci-avant, le BP 2021 devrait être en diminution en comparaison des réalisations 2020 de l'ordre d'environ **- 13,63 %**.

Néanmoins, cette diminution est à modérer si l'on compare les sommes de BP à BP pour tenir compte d'un effet de prudence concernant les taxes additionnelles aux droits de mutation. Dans ces conditions, l'évolution des recettes prévisionnelles liées à cet agrégat serait stable puisqu'il ressortirait à **+ 0,02 %**.

Inscription prévisible au BP 2021 : **837 000 €**.

➤ **Les autres recettes réelles de fonctionnement :**

Ce point regroupe l'ensemble des recettes concernant la gestion des services et du domaine ainsi que les recettes financières et exceptionnelles (hors reprise de provision).

L'inscription prévisible au BP 2021 pour cet ensemble de recettes se situe aux alentours de : **2 118 000 €**.

➤ **Les produits des services et du domaine :**

Ce chapitre retrace les redevances et droits des services à caractère culturel, sportif, scolaire ou périscolaire, et sont encaissées par le biais des régies de la ville ; il concerne également la refacturation des charges locatives et des charges liées aux différentes mises à dispositions, tant au CCAS qu'à la Communauté de Communes, les concessions et redevances funéraires, les ventes de bois, ou encore les droits de stationnement et de location du domaine public.

Signe d'une activité soutenue, ce chapitre a connu des hausses significatives en termes de réalisations au cours des derniers exercices : + 9,42 % entre 2011 et 2012, + 13,47 %, entre 2012 et 2013, + 12,02 % entre 2013 et 2014, + 13,96 % entre 2014 et 2015, + 2,70 % entre 2015 et 2016, +3,60 % entre 2016 et 2017, +18,02 % entre 2017 et 2018 et + 7,36 % entre 2018 et 2019.

En 2020, la crise sanitaire a fortement impacté les recettes liées à l'exploitation des services puisque nombre d'entre eux ont été ou sont encore fermés par décisions gouvernementales. Les réalisations constatées à ce jour sur ce chapitre s'élèvent à environ 1 063 047 €, soit une très nette régression de - 34,04 % par rapport aux réalisations de l'année précédente.

En 2021, le montant inscrit au BP prendra en compte une reprise de l'activité des services encore fermés au public (salle de spectacle, musée) au cours de l'année

La prévision actuelle, pour le budget 2021, se situe aux alentours de **1 505 000 €**.

➤ **Les autres produits de gestion courante :**

Les autres produits de gestion courante concernent principalement, pour ne pas dire uniquement, des recettes provenant des locations du domaine privé de la commune. La réalisation 2020 s'élève, à ce jour, à la somme de 408 873 €. Ce chapitre a également été impacté par la crise sanitaire de 2020 (réduction des loyers rattachés aux baux commerciaux et gérances).

Les crédits du budget 2021 tiendront compte d'une reprise d'activité quasi normale de ces locations à l'exception peut-être des gérances type bar restaurant et locations de salles pour événements festifs (mariages...).
Prévision à ce jour : **425 000 €** pour 2021.

➤ **Les atténuations de charges :**

Au chapitre des atténuations de charges, nous retrouvons ici les remboursements des arrêts maladie dans le cadre de l'assurance statutaire ainsi que le remboursement, par l'Etat et le Département, d'une partie des charges salariales engagées par la collectivité dans le cadre de la mise en place de l'Espace France Services. Dans ces conditions, l'inscription budgétaire 2021 devrait être portée aux environs de **140 000 €**.

➤ **Les autres produits :**

Au titre des autres produits, nous retrouvons le chapitre des produits financiers (chapitre 76), qui retrace le remboursement des charges financières liées à l'emprunt de l'OGEC pour **6 000 €** en 2021.

Les recettes exceptionnelles (hors reprises de provisions) ont représenté, en 2020, un montant de l'ordre de 552 134 € dont 509 118 € correspondant au produit de cessions d'actifs qui ne font pas l'objet de prévisions budgétaires au niveau du BP. Les recettes exceptionnelles, tout comme les charges de même ordre, n'ayant pas vocation à être inscrites de manière pérenne dans le budget, la dotation 2021 se limitera à l'inscription des produits exceptionnels récurrents d'année en année en prévision d'éventuels remboursements de sinistres, de remboursements d'enlèvements de véhicules, pour un montant d'environ **42 000 €**.

En résumé, en fonction de ces orientations et des informations en notre possession à ce jour, les recettes réelles de fonctionnement pourraient voir leur montant, hors reprise des résultats et reprises de provisions, portées à hauteur d'environ 22 298 000 € au BP 2021 contre 22 032 000 € au BP 2020, montant qui avait été corrigé + 566 118 € par DM, dont 509 118 € au titre des recettes exceptionnelles

liées aux cessions d'actifs, portant ainsi le montant définitif des recettes réelles de fonctionnement 2020, valeur budget et hors reprise des résultats, à 22 597 818 €.

Vous trouverez en annexe, une rétrospective 2019-2020 des réalisations de ces recettes réelles de fonctionnement complétée, sur ces mêmes bases, d'une prospective sur les années 2021 à 2026. Afin de mieux illustrer le propos au titre de la rétrospective, vous retrouverez, ci-dessous, un état comparatif, pour les exercices 2018 à 2020, d'une part des crédits mis en place dans le cadre du budget et de DM, d'autre part des réalisations définitives qui s'y rapportent.

Récapitulatif budget global/ réalisé par chapitre sur trois exercices en recettes réelles de fonctionnement hors résultats reportés :

CHAPITRES	<u>Voté 2018</u> <u>(BP+DM)</u>	<u>Réalisé</u>	<u>Voté 2019</u> <u>(BP+DM)</u>	<u>Réalisé</u>	<u>Voté 2020</u> <u>(BP+DM)</u>	<u>Réalisé à</u> <u>ce jour</u> <u>(non</u> <u>définitif)</u>
013 Atténuations de charges	200 000	212 575	203 000	204 600	190 000	156 793
70 Produits des services	1 440 500	1 642 400	1 745 000	1 763 316	1 492 300	1 163 047
73 Impôts et taxes	16 626 000	17 076 409	16 832 000	17 026 060	16 910 000	17 201 643
74 Dotations et participations	3 189 000	3 274 447	3 139 000	3 133 887	3 030 500	3 144 269
75 Autres produits de gest° cour.	425 000	440 642	440 500	438 376	428 500	408 874
76 Produits financiers	10 000	10 466	9 000	8 974	7 400	7 478
77 Produits exceptionnels	1 564 044	1 595 671	622 691	646 746	539 118	552 134
78 reprises sur provision	0	0	0	0	0	0
Total recettes réelles	23 454 544	24 252 610	22 991 191	23 221 959	22 597 818	22 634 238

➤ **DEPENSES DE FONCTIONNEMENT :**

Les dépenses réelles de fonctionnement sont constituées des chapitres budgétaires suivants :

- 011 Charges à caractère général.
- 012 Charges de personnel.
- 014 Atténuations de produits.
- 65 Autres charges de gestion courante.

Un premier sous-total effectué à ce niveau permet de déterminer un indicateur appelé charges de gestion des services, qui pourrait être porté pour le BP 2021 à hauteur d'environ **19 415 000 €**. Ce montant résulte des arbitrages effectués à ce jour. Il est conforme aux objectifs fixés, en juin 2020, par la lettre de cadrage budgétaire pour 2021, objectifs revus en fin d'année pour tenir compte de la situation réelle de 2020 et des projections pour 2021.

Les autres charges de fonctionnement constituant les autres dépenses réelles de fonctionnement sont composées des chapitres suivants :

- 66 Charges financières.
- 67 Charges exceptionnelles.
- 68 Dotations aux provisions.

- 022 Dépenses imprévues.

Ces autres charges, non compris le montant affecté aux dépenses imprévues qualifié de variable d'ajustement, constituent un deuxième indicateur porté à environ **831 500 €** pour l'exercice 2021 dont **390 000 €** de provisions au titre du programme Action Cœur de Ville et plus particulièrement les travaux liés à l'opération d'aménagement du secteur rues des Ecoles / Tours / Montpelaz, à comparer aux 285 000 € votés au BP 2020 hors DM. Cette évolution s'explique également par le fait que, contrairement à l'exercice 2020, il y a lieu de réinscrire une subvention d'équilibre au BA cinéma à hauteur de 180 000 €. En effet, les résultats de l'exercice 2019 du budget annexe avaient permis de faire l'impasse, sur un exercice, du versement de cette subvention d'équilibre. A ce jour, le volume global des dépenses réelles de fonctionnement, hors dépenses imprévues, serait porté à environ **20 246 500 € à comparer aux 19 306 000 € du budget primitif 2020.**

Le détail de ces charges de fonctionnement se décompose de la manière suivante :

➤ Les charges à caractère général (chapitre 011) :

Ce chapitre globalisé serait porté, dans l'état actuel des arbitrages, à environ **4 920 000 €**, en hausse de **+ 3,87 %** par rapport à l'exercice précédent, valeur BP hors DM, et de **+ 3,69 %** en regard de la réalisation de 2020 constatée à ce jour. Cette hausse de BP à BP est due, principalement, à trois facteurs.

Le premier concerne l'évolution de la population qui nécessite, comme pour les exercices précédents, une mise en œuvre de moyens dans les services plus importante afin de répondre aux besoins.

Le second concerne le poids toujours très important des dépenses de fluides qui, compte tenu de la reprise de l'inflation constatée dans ce secteur, évoluant bien au-delà du taux d'inflation général, pèsent lourdement sur nos charges de fonctionnement. En effet, les prix de l'énergie, gaz notamment, et électricité ont encore été relevés, depuis le 1^{er} janvier 2021, bien au-delà de l'inflation des autres produits sur les exercices 2019 et 2020. De plus, nos marchés d'approvisionnement, signés pour quatre ans, ont pris en compte la couverture d'un risque de reprise de la hausse de ces prix. C'est pourquoi un effort important de réduction des dépenses en matière de consommation d'énergies et de fluides autres devra être poursuivi sur les exercices futurs. En effet, cette charge représente toujours environ plus du quart des dépenses de ce chapitre.

Enfin, le troisième concerne les charges liées à la gestion de la crise sanitaire qui devrait se faire encore fortement ressentir sur 2021 (achats de masques, mesures de protection, gestion du centre de vaccination...). Compte tenu des efforts à effectuer, sur ce chapitre, dans les prochains exercices, il y a fort à craindre que le moindre dérapage, en la matière, aurait pour conséquence immédiate l'impossibilité d'atteindre l'objectif minimal inscrit dans notre prospective budgétaire.

➤ Les charges de personnel (chapitre 012) :

Il convient de rappeler que le chapitre 012 a connu une évolution très limitée depuis 2016. En effet, les réalisations sur ce chapitre ont évolué :

- de seulement 0,99 % en 2016 par rapport à 2015,
- de seulement 0,34 % en 2017 par rapport à 2016,
- de seulement 0,63 % en 2018 par rapport à 2017,
- de 1,26 % en 2019 (10 307 743,02 €) par rapport à 2018 (10 179 137,64 €),
- de 0,46 % en 2020 (10 355 296,20 €) par rapport à 2019.

Le réalisé 2020 est en faible augmentation par rapport à 2019 pour deux raisons essentielles :

- Certains postes ont tardé à être pourvus (Responsable Prévention – sécurité) ou n'ont pu être pourvus du fait du manque de profils sur certains types de métiers (3 postes de policiers municipaux vacants).
- La crise sanitaire explique certains non-recrutements (saisonniers au CTM) ou des dépenses moindres (pour la piscine en particulier, ouverte 3 mois au lieu de 4).

Compte tenu des arbitrages effectués à ce jour et non définitifs, ce chapitre serait porté à hauteur de **10 950 000 €** maximum pour 2021, soit une augmentation de 2,69% par rapport au budget prévisionnel de 2020.

Cette progression s'explique par des mesures imposées au niveau étatique et par des actions communales menées dans le cadre de la politique actuelle des ressources humaines en vue de renforcer l'attractivité de la collectivité et de préserver la motivation et l'implication des agents dans leurs missions de service public, à savoir :

- PPCR (environ 25 000 €)
- Glissement Vieillesse Technicité (environ 12 500 €)
- Augmentation annuelle du régime indemnitaire indexé sur le SMIC (environ 19 000 €)
- CIA Covid-19 : enveloppe de 70 000 € (à comparer à environ 40 000 € de prime Covid-19 versée en 2020)

- Cotisation CNAS (environ 21 500 €)
- Régularisation de la rémunération des enseignants de l'EMMDT (environ 10 000 €)
- Allocations chômage d'un agent licencié et remplacé par ailleurs (environ 16 000 €)
- Effet report sur l'ensemble de l'année 2021 des créations de poste réalisées en 2020 : cela correspond notamment aux postes suivants : Responsable du service Prévention, Chargée de mission Urbanisme – ACV, agent en renfort à la DRH positionné sur des remplacements de temps partiels et de temps partiels thérapeutique, agent de surveillance des passages piétons...
- Recrutements en 2021 sur des emplois vacants (notamment 3 policiers municipaux).
- Recrutements en 2021 sur des emplois nouveaux :
 - o 1,1 ETP créé pour l'Espace France Services
 - o 1 ETP muté du CCAS à la Ville (dont le surcoût sur le 012 sera compensé par une baisse de 35 000 € sur le 65 au titre de la subvention de la Ville au CCAS)
 - o Du renfort à la Direction des systèmes d'information, selon des modalités à déterminer
 - o Des emplois d'apprentis
 - o Pour la Direction Prévention – Sécurité : 1 agent de vidéoprotection et un agent de surveillance des passages piétons
- Un surcoût temporaire sur l'année 2021 lié à différentes situations :
 - o Trois agents placés en disponibilité d'office pour raisons de santé dont la conclusion des dossiers tardent dans le temps soit du fait de l'agent, soit du fait de l'instruction des dossiers par la caisse de retraite,
 - o 2 agents disposant d'un important reliquat de congés, partant en retraite : surcoût lié à leur remplacement pendant cette période de congés.

La Commune mène depuis plusieurs années une politique de maîtrise de sa masse salariale. Les recrutements ne se font qu'en cas d'absolue nécessité, notamment au regard des impératifs liés à la sécurité et à l'évolution de la population.

La Commune conduit, parallèlement, une politique de gestion de l'absentéisme par différentes mesures curatives (maintien dans l'emploi des agents en situation d'inaptitude, suivi médical régulier, entretien de retour) et préventives (développement progressif d'une politique de bien-être au travail et prévention des risques professionnels et psychosociaux).

Elle tente de développer davantage la formation des agents afin qu'ils maintiennent, développent, enrichissent et innoverent en matière d'offre des services publics de qualité et de proximité. Pour ce faire, un partenariat se développe avec le CNFPT (Centre National de formation de la Fonction Publique Territoriale) afin de mener des actions de formation en intra. Les formations à distance et MOOC sont également proposées aux agents. Ces formations permettent de limiter au maximum les coûts de déplacement et d'hébergement. Elles permettent la formation d'un maximum d'agents sur un tronc commun de compétences tout en optimisant la cotisation obligatoire versée à cet organisme (0,9% de la masse salariale).

Par ailleurs, la Commune a privilégié en 2020 les mouvements internes de personnel afin d'éviter la lassitude et permettre l'évolution professionnelle des agents.

Enfin, la Commune percevra, à compter de 2021 et pour deux ans, une subvention de 30 000 € de l'Etat ainsi qu'une subvention de 30 000 € du Département de la Haute Savoie au titre de l'ouverture de l'Espace France Services.

D'ici le vote du budget primitif 2021, la prévision budgétaire du chapitre 012 sera affinée, le cas échéant à la baisse afin de tenir compte des difficultés de recrutement sur les différents postes vacants.

Effectifs :

Le tableau des emplois permanents de la Ville de Rumilly prévoit, au 1^{er} janvier 2021, 299 emplois créés, pour un équivalent temps plein créé de 258,91.

L'ETP effectif pourvu au 1^{er} janvier, calculé désormais sur la base des personnels sur emplois permanents incluant la totalité des personnels en remplacement, est de 244,61.

Au 1^{er} janvier de l'année 2021, ce sont 303 personnes qui sont gérées par la Ville (contre 301 au 1^{er} janvier 2020).

Dans ce nombre, il convient de distinguer deux types de personnes :

- Les effectifs permanents :
 - o 236 fonctionnaires (contre 232 en 2020), répartis comme suit :
 - 221 titulaires en activité dont 22 hors activité (disponibilité),
 - 15 fonctionnaires stagiaires contre 10 en 2020.
 - o 64 sont contractuels.
 - o 1 agent privé d'emploi indemnisé.
- Les effectifs « non permanents » : cela concerne 2 personnes : 2 apprentis.

Les agents saisonniers prévus pour 2021 sont au nombre de 20, représentant 6,62 ETP pour la DSV (piscine et plan d'eau) et 0,5 ETP pour les espaces verts.

Les effectifs permanents (en activité ou hors activité) se répartissent en catégories statutaires selon les volumes suivants :

- Catégorie A : 26 agents ;
- Catégorie B : 64 agents ;
- Catégorie C : 210 agents.

Il est à noter que la Commune ne dispose pas d'agents en contrat aidé et qu'un collaborateur de cabinet a pris ses fonctions le 04 janvier 2021. La création de ce poste de Directeur de cabinet n'entraîne pas de surcoût pour la collectivité. En effet, les économies liées à la réorganisation du service Communication (avec la suppression du poste de Directeur de la communication et du protocole) compensent ce coût.

Perspectives d'évolution de la masse salariale :

Pour l'année 2022, il est souhaité que la masse salariale ne soit pas qu'en très faible augmentation par rapport à 2021, notamment compte tenu des surcoûts temporaires de l'année 2021 mentionnés ci-dessus.

➤ Les atténuations de produits (chapitre 014) :

Ce chapitre consacré au financement du FPIC. Rappelons simplement ici son évolution pour la ville de Rumilly depuis sa mise en place en 2012 : 96 500 € au titre du budget 2012, 201 500 € au titre du budget 2013, 314 000 € au titre du budget 2014, 500 000 € au titre du budget 2015, 554 000 € au titre du budget 2016, 700 715 € au titre du budget 2017, 645 955 € au titre de du budget 2018, 608 775 € en 2019 et 581 326 en 2020.

Le montant global prélevé au niveau national sera identique, en 2021, à 2020.

Dans ces conditions, la dotation globale de ce chapitre sera portée à **590 000 €**.

Les sommes portées sur ce chapitre ne sont, pour l'heure, qu'une estimation de la part de nos services. En effet, la répartition de la contribution individuelle au sein du bloc communal étant lié aux données de potentiel fiscal de chaque commune et non connu à ce jour, il se pourrait que les montants individuels constatés en 2020 évoluent, à la hausse comme à la baisse, en 2021.

➤ Les autres charges de gestion (chapitre 65) :

Ce chapitre intègre les subventions aux associations, ainsi que la subvention affectée au CCAS, dont le montant prévisionnel pour 2020 est de **1 331 000 €**, en diminution de 35 000 € par rapport à 2020, ceci pour tenir compte d'un transfert de personnel du budget CCAS au budget général (voir ci-dessus chapitre 012).

Les autres postes de ce chapitre diminuent globalement de - 0,33 % grâce aux effets induits par la signature du nouveau contrat d'association avec l'OGEC de Rumilly en 2018.

L'enveloppe consacrée aux subventions aux associations dites de loisirs et diverses, serait portée, en 2021, à hauteur de **457 000 €**.

Il est à noter également que la subvention attribuée à OSCAR, non incluse, comme à l'accoutumé, dans le montant affecté aux associations dites de loisirs et diverses, sera budgétée à hauteur de 413 000 € en 2021, en augmentation de 10 200 € par rapport à 2020, ceci pour tenir compte de revalorisations salariales du personnel de l'association.

Les perspectives d'évolution de ces subventions, pour les exercices futurs, sont les suivantes : tenter de maintenir l'effort fait par la collectivité pour soutenir, au travers du versement d'aides financières notamment, l'activité du tissu associatif présent et actif sur notre territoire.
Enfin, d'autres participations à des organismes divers ainsi que le versement des indemnités aux élus viennent compléter la dotation de ce chapitre.

A ce jour, la dotation globale consacrée au chapitre 65, pour l'exercice 2021, devrait se situer aux alentours de **2 955 000 €**.

➤ **Les charges financières réelles, exceptionnelles et les dépenses imprévues (chapitres 66, 67,68 et 022) :**

En 2020, un nouvel emprunt de 1 500 000 € avait été inscrit sur le budget général mais n'a pas été mobilisé du fait des retards pris dans l'exécution des investissements prévus et ce en grande partie en lien avec la crise sanitaire.

De ce fait, parce que l'encours de notre dette est vieillissant, d'une part, et puisque l'ensemble de notre encours est assorti de frais financiers basés sur des taux fixes, d'autre part, le chapitre 66 est en baisse, par effet mécanique, puisque le règlement des intérêts de notre dette est établi, par nos prêteurs, sur un mode dégressif au fur et à mesure des annuités. Pour l'exercice 2021, ce poste est estimé à **227 500 €** (intérêts de la dette hors ICNE). Le volet dette de la collectivité, et son évolution dans le futur, seront traités plus loin dans le cadre de la section d'investissement.

Le chapitre 67 sera quant à lui alimenté, pour cet exercice et au titre du BP, à hauteur d'environ **214 000 €**. Cette augmentation est due essentiellement à l'inscription de la subvention d'équilibre au budget annexe du cinéma tel qu'évoquée plus haut dans l'exposé (**180 000 €**).

Une somme de **34 000 €** viendra compléter cette dotation pour financer, à titre de provision, un certain nombre de dépenses exceptionnelles qui interviennent régulièrement au cours de l'année dont des annulations de recettes sur les exercices antérieurs.

L'analyse de l'évolution de ce chapitre, d'une année sur l'autre, n'a pas beaucoup de sens compte tenu des développements faits plus haut à ce sujet.

A ce stade, le total des dépenses réelles de fonctionnement s'élèvera, hors dépenses imprévues et provisions, à **19 856 500 €**.

Comme indiqué plus haut, une somme de 390 000 € viendra compléter cet agrégat au titre des provisions pour charges futures au chapitre 68.

Les dépenses imprévues, quant à elles, servant de variable d'ajustement comme évoqué plus haut, seront ajustées aux besoins. Rappelons ici la dotation inscrite au BP 2020 qui était de **593 810 €**.

Pour mémoire, cette somme a fait l'objet d'une reprise à hauteur de 280 100 € au cours de l'exercice 2020.

La prévision actuelle se situerait aux alentours des **511 500 €** pour permettre de faire face à la prolongation des effets liés à la crise sanitaire, aux risques de reprise de l'inflation, supérieure aux prévisions, sachant également que, le budget consacré aux achats de fluides pour 2021, est évalué de manière très serrée au regard des consommations 2020. En tout état de cause, ce montant sera bien inférieur au pourcentage autorisé (soit 7,5% du montant des dépenses réelles). Comme pour les recettes, vous trouverez en annexe, une rétrospective 2019-2020 des réalisations de ces dépenses réelles de fonctionnement complétée, sur ces mêmes bases, d'une prospective sur les années 2021 à 2026. Afin de mieux illustrer le propos au titre de la rétrospective, vous retrouverez ci-dessous, un état comparatif pour les exercices 2018 à 2020, d'une part des crédits mis en place dans le cadre du budget et de DM, d'autre part des réalisations définitives qui s'y rapportent.

Récapitulatif budget global/ réalisé par chapitre sur trois exercices
des dépenses réelles de fonctionnement :

CHAPITRES	<u>Voté 2018</u> <u>(BP+DM)</u>	<u>Réalisé</u>	<u>Voté 2019</u> <u>(BP+DM)</u>	<u>Réalisé</u>	<u>Voté 2020</u> <u>(BP+DM)</u>	<u>Réalisé à</u> <u>ce jour</u> <u>(non</u> <u>définitif)</u>
011 Charges à caractère général	4 477 500	4 455 330	4 770 900	4 704 027	5 006 500	4 744 935
012 Charges de personnel	10 260 000	10 179 138	10 580 000	10 307 743	10 664 000	10 355 293
014 Atténuation de produits	646 000	645 955	609 000	608 775	610 000	581 326
65 Charges de gestion courante	2 858 000	2 849 467	3 032 100	3 002 489	3 011 500	2 934 492
66 Charges financières	312 000	300 424	279 000	272 793	263 000	250 144
67 Charges exceptionnelles	1 011 000	1 002 900	749 000	746 726	88 100	88 062
68 Dotations aux amortissements et provisions.	714 300	714 291				
022 Dépenses imprévues	565 704		393 620		313 710	
Total dépenses réelles	20 844 504	20 147 505	20 413 620	19 642 553	19 956 810	18 954 252

Pour mémoire, il conviendra d'ajouter à ces dépenses réelles les opérations d'ordre habituelles, environ 769 000 €, ainsi que le virement prévisionnel en section d'investissement, environ 1 810 000 €, pour déterminer le montant total des dépenses de fonctionnement pour l'exercice 2021.

La différence entre les recettes réelles et les dépenses réelles permet de déterminer le volume de **l'épargne brute prévisionnelle de l'exercice** selon le calcul suivant :

Recettes réelles de fonctionnement prévisionnelles 2021 (Hors résultats & Prov)	22 298 000,00 €
Dépenses réelles de fonctionnement prévisionnelles 2021 (hors 022 & Prov)	<u>- 19 856 500,00 €</u>
Épargne Brute prévisionnelle de l'exercice 2021 (hors provisions)	2 441 500,00 €

(Vous trouverez, dans le tableau joint en annexe, l'évolution de cette épargne brute de 2019 à 2026).

A ce calcul intermédiaire, il convient d'ajouter le résultat de l'exercice précédent, et ceci notamment dans le cadre d'une reprise de celui-ci dans le budget après approbation du compte administratif, ainsi que soustraire la dotation aux dépenses imprévues et la provision pour charges futures pour définir le montant global de l'épargne dégagée sur la section de fonctionnement du budget 2021 pour financer la section d'investissement.

Ce montant fera l'objet d'une opération d'ordre entre les deux sections budgétaires au travers du virement à la section d'investissement et de la dotation aux amortissements, selon le calcul suivant :

Épargne Brute prévisionnelle totale de l'exercice 2021	2 441 500,00 €
Reprise des résultats de 2020	+ 1 039 000,00 €
Dotation prévisionnelle aux dépenses imprévues 2021	- 511 500,00 €
Dotation aux provisions pour charges futures	- 390 000,00 €
Total des opérations d'ordre	2 579 000,00 €

Ce volume disponible pour financer la section d'investissement est en constante diminution, passant de 4 230 000 € en 2016 à 3 731 000 € en 2017, à 3 043 000 € en 2018, à 3 525 500 € en 2019, à 3 134 200 € en 2020 et donc à 2 579 000 € en 2021 (chiffres en valeur BP avec prise en compte de la dotation aux amortissements).

Cette situation provient principalement du fait que notre épargne brute ou CAF pour 2021 ne s'est pas redressée et suit la dégradation de notre épargne de gestion. Cette situation, telle qu'indiquée dans le tableau joint en annexe, ne pourra s'améliorer qu'au prix d'efforts très importants en matière de réduction des dépenses de fonctionnement. A contrario, et ceci malgré l'effort volontariste demandé aux services, si cette érosion de l'épargne continuait de perdurer, elle mettrait inévitablement en péril la réalisation d'investissements indispensables à la collectivité dans les années à venir.

Cet autofinancement brut global ou épargne brute globale, évalué donc à ce jour à environ 2 579 000 €, duquel on retranche le remboursement en capital de la dette bancaire (1 096 000 €), permet de déterminer le montant de l'épargne nette, recalculée à partir des transferts entre sections et corrigée de la reprise des résultats incluant la dotation aux dépenses imprévues et les dotations aux provisions, devrait se situer à environ 1 483 000 € en 2021 à comparer aux 2 042 200 € pour 2020 (valeur BP).

Il conviendrait également de retrancher de cette épargne nette, le volume des sommes remboursées à l'EPF 74 dans le cadre d'opérations de portage pour connaître le montant net des sommes disponibles pour financer les équipements de la collectivité.

Ces volumes pourront encore faire l'objet, comme toutes les sommes indiquées ci-dessus, de variations en fonction des notifications définitives en matière de fiscalité et de dotation de la part de l'État.

L'exercice 2021 fait donc, plus que jamais, l'objet d'un équilibre fragile obtenu au moyen d'importantes recherches d'économies, illustrées par une gestion rigoureuse, de la part de chacun, de ses moyens, permettant ainsi à la collectivité de maintenir voire de développer sa politique de proximité grâce au maintien du soutien qu'elle apporte quotidiennement en faveur des actions liées à l'éducation, à la sécurité, aux actions d'animation culturelle et sportive, aux aides aux associations, au commerce, aux actions de développement durable.

En conclusion, nous pouvons affirmer que ce budget, malgré toutes les réserves évoquées ci-dessus, démontre l'efficacité du travail effectué par l'ensemble des acteurs de la collectivité. En effet, nous constatons que ces efforts ont permis, pour l'exercice concerné, d'atténuer les effets de la baisse brutale des dotations de l'État entre 2015 et 2017 en préservant un niveau d'épargne nette acceptable, malgré la détérioration logique de notre épargne de gestion.

Toutefois, il apparaît clairement que cet effort de réduction des charges ne sera pas suffisant en l'état et devra être, non seulement poursuivi, mais amplifié sur la durée totale du mandat, du fait notamment de la forte diminution des dotations de l'État dans les années à venir et des réformes fiscales envisagées. Ce n'est qu'à ce prix que la ville de Rumilly pourra poursuivre son développement et investir sur des bases financières et budgétaires saines.

LES DEPENSES D'INVESTISSEMENT :

À ce titre, il convient de classer et d'analyser en deux grands groupes les dépenses d'investissement, à savoir : les dépenses qualifiées de « financières » au titre desquelles nous retrouvons principalement les charges liées au remboursement de la dette pour sa part capital, et les dépenses d'équipement proprement dites, et leur financement, qui regroupent l'ensemble des dotations consacrées à la réalisation d'acquisitions ou de travaux sur le territoire de la commune.

➤ *Les dépenses financières et la gestion prospective de la dette :*

Le recours à l'emprunt est l'un des moyens permettant, aux collectivités locales, de réaliser leurs programmes d'investissement. Néanmoins, cet outil est à utiliser avec prudence, notamment au regard d'indicateurs que nous détaillerons ci-après.

Certes, la période est favorable à la mobilisation d'emprunts et les différents plans de relance nous incitent fortement à y avoir recours, mais il convient de faire attention à ne pas céder au « miroir aux alouettes » provoqué par le faible niveau des taux d'intérêt actuel en considérant qu'il suffit de mobiliser de l'emprunt pour résoudre son problème de diminution de CAF.

Rappelons ici que le remboursement de cette dette, dans les années qui suivent sa mobilisation, doit être assuré, uniquement, par prélèvement sur notre CAF.

Dans ces conditions, Il convient de surveiller trois indicateurs principaux concernant la dette de la commune et son évolution.

Le premier concerne le niveau de CRD (Capital Restant Dû) ou stock de la dette. Pour RUMILLY, le niveau de 7 548 000 € pour le seul budget principal, serait atteint au 1^{er} janvier 2022.

En cas de mobilisation de deux nouveaux emprunts en 2022 et 2023 respectivement de 2 550 000 € et 3 000 000 € tel que le prévoit, à ce jour, la nouvelle prospective financière, l'évolution de notre stock de dette au 1^{er} janvier, au titre du seul budget général, serait le suivant :

▪ 2015	11 212 074,08 €
▪ 2016	10 315 444,68 €
▪ 2017	9 411 633,93 €
▪ 2018	8 510 874,35 €
▪ 2019	7 602 330,09 €
▪ 2020	9 185 651,03 €
▪ 2021	8 093 804,64 €
▪ 2022	7 548 066,32 €
▪ 2023	8 443 070,25 €
▪ 2024 (pour tenir compte de l'emprunt de 2023)	10 178 579,89 €

Afin d'être complet et exact, il convient, tout comme pour la CAF, de retravailler ces chiffres en y adjoignant les stocks de dette des budgets annexes ainsi que les engagements pris auprès de l'EPF74.

Dans ce cas, notre stock de dette agrégé, au 1^{er} janvier, serait le suivant :

▪ 2015	11 953 412,02 €
▪ 2016	12 595 485,94 €
▪ 2017	11 397 574,35 €
▪ 2018	10 315 626,69 €
▪ 2019	9 225 894,35 €
▪ 2020	11 070 775,42 €
▪ 2021	10 321 749,45 €
▪ 2022	12 297 749,78 €
▪ 2023	12 591 142,96 €
▪ 2024 (pour tenir compte de l'emprunt de 2023)	13 725 041,85 €

Ramener ce stock de dette à l'habitant et le comparer aux autres communes de la même strate n'a aucun sens. En effet, ce ratio ne tient pas compte des différences de niveaux de charges laissées aux communes dans le cadre des différents transferts de compétences effectués vers les intercommunalités.

Le second indicateur, très important, concerne la capacité de désendettement de la commune au regard de son épargne brute. Ce ratio exprime le nombre d'années d'épargne brute (ou CAF) qu'il faudrait employer pour rembourser le stock de dette de la collectivité. Il est calculé sur la base du capital restant dû au 31/12 de chaque exercice. Il était généralement admis que ce ratio ne doit pas dépasser les 7 à 8 années. Compte tenu du niveau d'endettement des administrations publiques locales, l'Etat a désormais officiellement fixé la limite de 13 années à ne pas dépasser. Il y a d'ailleurs de fortes chances pour que ce ratio soit revu au sortir de la crise sanitaire.

Les ratios de capacité de désendettement de la commune de RUMILLY, concernant le budget général uniquement et hors EPF74 mais incluant la mobilisation d'un emprunt de 2 550 000 € en 2022 et de 3 000 000 € en 2023, sont les suivants (à titre prévisionnel pour 2021 à 2024) :

▪ 2015	2,53 années
▪ 2016	2,36 années
▪ 2017	1,94 années
▪ 2018	1,85 années
▪ 2019	2,57 années
▪ 2020	1,84 années
▪ 2021	3,68 années
▪ 2022	3,24 années
▪ 2023	3,99 années
▪ 2024 (pour tenir compte de l'emprunt de 2023)	3,45 années

Nous constatons ici que ces chiffres sont très satisfaisants. Ils pourraient toutefois rapidement se dégrader si l'emprunt et les dépenses de fonctionnement étaient augmentés de manière déraisonnable. Une situation financière saine peut très rapidement se dégrader en cas de décisions irresponsables. Par contre, une situation financière dégradée met très longtemps à être rattrapée, voire ne se rattrape pas.

Bien entendu, afin d'être complet, il conviendrait de retravailler ces chiffres en y incluant la dette des budgets annexes ainsi que les engagements pris auprès de l'EPF74. Jusqu'en 2019, compte tenu de leur poids dans le calcul de l'encours global, ces chiffres ne variaient que marginalement.

Par contre, le fait de faire porter les acquisitions foncières, dans le cadre de l'opération Action Cœur de Ville par l'EPF, changera considérablement les choses et il conviendra, alors, d'intégrer les engagements auprès de l'EPF dans le calcul de ce ratio.

Enfin, nous ne pouvons pas aborder le chapitre de la dette sans évoquer la structure des taux qui la composent. Ce sera donc le troisième indicateur à prendre en compte et à surveiller.

Pour la commune de RUMILLY, l'ensemble des taux appliqués au remboursement de notre dette repose sur des taux fixes. De cette manière, le risque lié à l'évolution des cours ou à l'opacité des taux structurés est réduit à néant.

Par ailleurs, cette situation, même si elle peut être qualifiée de plus « couteuse » en période de taux révisable très bas, nous permet d'avoir une véritable visibilité à long terme.

Pour information, le taux moyen appliqué à l'encours 2019 du budget général est de **2,72 %**. Ce taux peut paraître élevé au regard des taux pratiqués actuellement. Néanmoins, compte tenu que notre encours se situe dans sa première phase d'amortissement, toute renégociation de notre dette entraînerait le paiement d'indemnités de réemplois supérieures aux gains générés par la contraction de taux plus avantageux.

Enfin, pour clôturer ce chapitre sur la dette, il convient également d'apprécier l'évolution du coût des annuités générées par celle-ci, corrigée de la variation des ICNE, sur la base du même périmètre que pour le deuxième indicateur, à savoir, dette contractée sur le budget général hors EPF74 mais incluant un nouvel emprunt de 2 550 000 € en 2022 et de 3 000 000 € en 2023 :

▪ 2015	1 295 444 €
▪ 2016	1 270 336 €
▪ 2017	1 234 340 €
▪ 2018	1 208 968 €
▪ 2019	1 189 472 €
▪ 2020	1 341 990 €
▪ 2021	1 310 327 €
▪ 2022	1 283 704 €
▪ 2023	1 452 328 €
▪ 2024	1 659 249 €
▪ 2025	1 598 393 €
▪ 2026	1 243 917 €

Le montant des inscriptions budgétaires 2021, consacré au remboursement du capital de la dette bancaire, sera de **1 096 000 € auquel il conviendra d'ajouter le remboursement des engagements pris auprès de l'EPF74 pour 190 000 €.**

➤ **Les dépenses d'équipement brut et leur financement :**

La reprise anticipée du résultat de 2020 devrait faire apparaître **un résultat positif (excédent) de 3 180 763,81 €.**

Néanmoins, si l'on tient compte des RAR tant en dépenses qu'en recettes, ainsi que des dépenses et recettes nouvelles, le besoin de financement de la section d'investissement, pour l'exercice 2021, se monte à environ **2 445 000 €** selon le calcul suivant :

• RAR en dépenses	4 589 976,94 €
• Dépenses Réelles nouvelles	<u>8 346 000,00 €</u>
Total des dépenses d'investissement	12 935 976,94 €
• RAR en recettes	2 224 806,49 €
• Recettes réelles nouvelles (hors emprunt et 1068)	2 501 406,64 €
• Épargne dégagée sur la section de fonctionnement	2 579 000,00 €
• Résultat reporté	<u>3 180 763,81 €</u>
Total des recettes d'investissement (hors emprunt et 1068)	10 485 976,94 €

BESOIN DE FINANCEMENT**2 450 000,00 €****Couverture de ce besoin de financement :****Affectation du résultat 2020 (compte 1068)****2 450 000,00 €**

Dans ces conditions, la situation développée ci-dessus permettrait de dégager une capacité nouvelle d'investissement au titre des équipements pour l'exercice 2021 d'environ **6 982 K€** à comparer aux **9 800 K€ de 2020 (hors budgets annexes Cinéma et aménagement du site de l'ancien hôpital qui feront l'objet d'inscriptions budgétaires nouvelles dans le cadre de leurs budgets propres)**.

Cette capacité à investir permettra de mettre un accent particulier sur le gros entretien de notre patrimoine, soit bâti, soit de voirie, et sur des acquisitions diverses dont le volume sera porté, pour l'exercice 2021, à environ **3 578 000 K€**.

Le solde, soit environ **3 404 000 K€**, permettra de financer des opérations de plus grande ampleur ou tout au moins structurantes pour le devenir du patrimoine de la collectivité.

Pour l'exercice 2021, nous pouvons, d'ores et déjà, lister, au titre des inscriptions nouvelles et hors gros entretien courant des bâtiments communaux et voiries diverses, les principaux programmes suivants :

- La mise en place de crédits sur l'opération « Action cœur de Ville » opération absorbant à elle seule environ 50 % de l'enveloppe totale de crédits nouveaux, comprenant notamment des crédits relatifs au projet de parking de centre-ville, des travaux de confortement de la chapelle des Bernardines, des travaux à l'église Ste Agathe, des subventions pour les façades et des aides aux commerces et une enveloppe d'environ 500 000 € consacrée à l'aménagement du secteur rues des Ecoles / Tours / Montpelaz (hors acquisitions foncières portées par l'EPF).
- L'implantation d'un nouveau skate-park.
- Une étude pour le réaménagement de l'entrée sud de RUMILLY
- La poursuite de l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments communaux et de l'éclairage du stade des grangettes.
- Des travaux de mise en accessibilité des bâtiments (signalisation).
- L'extension de la vidéo protection.
- Déconstruction du bâtiment ex-Plastorex.

Au-delà de ces inscriptions nouvelles, rappelons ici que les investissements engagés aux cours des exercices précédents se poursuivront, voire se termineront, grâce aux crédits inscrits de manière automatique en restes à réaliser pour la somme de **4 589 977 €**. La capacité globale à investir, sur cet exercice, sera donc d'environ **11 571 977 €, soit un volume encore très important investi sur notre territoire dans le but d'améliorer le service rendu aux administrés de la commune**.

Rappelons ici que ce volume important d'investissements sur la commune en 2021 sera réalisé sans augmentation de la fiscalité directe locale et sans mobilisation d'emprunts nouveaux.

Après avoir évoqué et débattu des dépenses d'équipement pour l'exercice 2021, il convient d'aborder la projection de ces dépenses, et de leur financement, sur au moins l'exercice 2022 et les suivants.

Afin de pouvoir programmer et étaler le financement de tous les projets d'investissements prévus sur ce mandat, il conviendra d'élaborer, au cours de l'année 2021, un Plan Pluriannuel d'Investissements (PPI) permettant de délibérer sur des AP (Autorisations de Programmes) elles-mêmes déclinées en CP (Crédits de Paiements), fixant de manière formelle les investissements à engager sur le mandat.

🔗 Budget annexe « Cinéma » :

Comme depuis sa création en 2012, ce budget permettra, en 2021, de suivre la gestion de la DSP du cinéma, en l'occurrence « les Lumières de la Ville » depuis mars 2017. Cette DSP sera à renouveler courant 2021 puisque le premier contrat arrive à terme au 31 décembre 2021.

L'équilibre de ce budget sera assuré, cette année, par le versement d'une subvention provenant du budget général de la collectivité à hauteur de 180 000 € environ.

Cette activité étant fortement impactée par la crise sanitaire, il conviendra de suivre particulièrement ce budget tout au long de l'année et notamment porter une attention particulière sur les relations déléguant/délégataire.

📌 Budget annexe « Aménagement du site de l'ancien hôpital »

Ce budget, créé en 2015, a enregistré, en 2020, les soldes de flux financiers entre la ville de RUMILLY et la société PRIAMS en charge de l'opération d'aménagement, dont les opérations de commercialisation avaient débuté dès février 2017, et dont les travaux ont débuté, fin 2017, par la déconstruction des bâtiments de l'ancien hôpital.

Le budget 2021 devrait être le dernier et permettre d'intégrer les travaux de l'environnement de cette opération dans le patrimoine communal.

IMPORTANT

Ce débat a pour but de fixer les grandes orientations budgétaires
pour l'exercice 2021.

Tous les chiffres portés dans ce rapport, n'ont à ce jour qu'une valeur indicative
et devront être confirmés lors du vote du budget primitif 2021.

PROSPECTIVE FINANCIERE - BUDGET PRINCIPAL (Hypothèse au 09 février 2021 avec maintien de l'épargne de gestion moyenne à hauteur d'environ 2.938 M€ en moyenne de 2020 à 2026) et EMPRUNT de 2 550 K€ en 2022 et 3 000 K€ en 2023

M.A.J du 22/02/2021

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
	EVOL N-I	EVOL N-I	EVOL N-I	EVOL N-I	EVOL N-I	EVOL N-I	EVOL N-I	EVOL N-I
	Realisé	Realisé provisoire	Budget prévisionnel	Budget prévisionnel	Budget prévisionnel	Budget prévisionnel	Budget prévisionnel	Budget prévisionnel
011 - Charges à caractère général	4 705 352,69 €	4 744 934,46 €	4 930 000,00 €	4 970 000,00 €	5 020 000,00 €	5 070 000,00 €	5 120 000,00 €	5 170 000,00 €
012 - Charges de personnel	10 307 143,02 €	10 355 293,00 €	10 950 000,00 €	11 000 000,00 €	11 165 000,00 €	11 332 000,00 €	11 501 000,00 €	11 670 000,00 €
014 - Atténuations de produits (PPIC)	6 087 750,00 €	5 813 260,00 €	5 900 000,00 €	6 000 000,00 €	6 000 000,00 €	6 000 000,00 €	6 100 000,00 €	6 150 000,00 €
65 - Autres charges de gestion courante	3 002 389,26 €	2 916 492,11 €	2 955 000,00 €	2 985 000,00 €	3 009 000,00 €	3 025 000,00 €	3 072 500,00 €	3 022 500,00 €
Total 1 Charges de gestion des services	18 022 959,97 €	18 616 045,57 €	19 415 000,00 €	19 555 000,00 €	19 794 000,00 €	20 025 000,00 €	20 255 000,00 €	20 480 000,00 €
70 - Produits des services et du domaine	1 763 315,80 €	1 163 047,17 €	1 505 000,00 €	1 645 000,00 €	1 652 000,00 €	1 670 000,00 €	1 680 000,00 €	1 696 000,00 €
73 - Impôts et taxes	17 026 059,91 €	17 201 643,09 €	17 110 000,00 €	17 260 000,00 €	17 506 000,00 €	17 706 000,00 €	17 870 000,00 €	17 970 000,00 €
74 - Dotations et participations	3 133 886,76 €	3 144 269,05 €	3 070 000,00 €	3 013 000,00 €	3 003 000,00 €	3 013 000,00 €	3 018 000,00 €	3 025 000,00 €
75 - Autres produits de gestion courante	438 275,75 €	408 873,86 €	425 000,00 €	430 000,00 €	435 000,00 €	435 000,00 €	440 000,00 €	440 000,00 €
013 - Atténuations de charges	204 600,73 €	156 792,79 €	140 000,00 €	140 000,00 €	85 000,00 €	85 000,00 €	85 000,00 €	85 000,00 €
Total 2 Recettes de gestion des services	22 566 238,95 €	22 074 623,96 €	22 250 000,00 €	22 491 000,00 €	22 681 000,00 €	22 939 000,00 €	23 093 000,00 €	23 216 000,00 €
EPARGNE DE GESTION = T2 - T1	3 943 278,98 €	3 458 580,39 €	2 835 000,00 €	2 936 000,00 €	2 887 000,00 €	2 879 500,00 €	2 839 500,00 €	2 735 500,00 €
66 67 - Charges financières et exceptionnelles corrigées des opérations (frais de travaux en régie)	1 019 318,56 €	338 206,15 €	831 500,00 €	382 000,00 €	386 841,68 €	402 545,10 €	360 148,55 €	320 852,03 €
76, 77, 78 - Produits financiers, exceptionnels et reprises	655 720,17 €	559 611,80 €	48 000,00 €	54 000,00 €	54 000,00 €	56 000,00 €	56 000,00 €	59 000,00 €
(A) DEPENSES REELLES	19 642 478,53 €	18 954 251,72 €	20 246 500,00 €	19 937 000,00 €	20 180 841,66 €	20 432 045,10 €	20 613 648,55 €	20 801 352,03 €
(B) RECETTES REELLES	23 221 959,12 €	22 634 237,76 €	22 298 000,00 €	22 545 000,00 €	22 735 000,00 €	22 965 000,00 €	23 149 000,00 €	23 275 000,00 €
(C) EPARGNE BRUTE (CAF) = B - A	3 579 480,59 €	3 679 986,04 €	2 051 500,00 €	2 608 000,00 €	2 554 158,32 €	2 532 954,90 €	2 535 351,45 €	2 473 647,97 €
(D) REMBL. DETTE EN CAPITAL hors EPF	916 679,06 €	1 091 846,39 €	1 092 738,32 €	1 104 996,07 €	1 264 490,36 €	1 450 733,16 €	1 633 341,86 €	1 117 345,63 €
(E) EPARGNE NETTE = (C - D)	2 662 801,53 €	2 588 139,65 €	958 761,68 €	1 503 003,93 €	1 289 659,96 €	1 082 221,74 €	1 020 009,59 €	1 356 302,34 €
10 - Dotations, fonds divers et réserves hors 1068	2 092 098,92 €	1 818 597,79 €	1 865 644,73 €	2 562 220,94 €	1 472 000,00 €	1 526 000,00 €	824 000,00 €	759 500,00 €
13 238 - Subventions d'investissement	748 719,41 €	1 552 953,17 €	2 705 505,17 €	853 863,00 €	750 000,00 €	250 000,00 €	250 000,00 €	250 000,00 €
27 - Autres immobilisations financières	34 133,33 €	34 133,33 €	34 000,00 €	34 000,00 €	34 000,00 €	34 000,00 €	34 000,00 €	34 000,00 €
024 Cessions immobilières	0,00 €	0,00 €	130 000,00 €	230 000,00 €	1 600 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
(F) RECETTES D'INVESTISSEMENT HORS EMPRUNT	2 874 951,66 €	3 405 684,29 €	4 733 149,90 €	3 680 083,94 €	3 856 000,00 €	1 810 000,00 €	1 108 000,00 €	1 013 500,00 €
10 13 26 27 - Dépenses financières	107 502,88 €	898 682,57 €	266 961,35 €	541 610,75 €	511 610,75 €	511 610,75 €	496 610,75 €	496 610,75 €
(G) DEPENSES D'INVESTISSEMENT HORS EQUIPEMENT	107 502,88 €	898 682,57 €	266 961,35 €	541 610,75 €	511 610,75 €	511 610,75 €	496 610,75 €	496 610,75 €
(H) DEPENSES D'EQUIPEMENT	6 375 816,03 €	6 035 539,51 €	11 572 006,94 €	7 200 000,00 €	7 600 000,00 €	2 400 000,00 €	1 700 000,00 €	1 900 000,00 €
(I) BESOIN DE FINANCEMENT = E + F - G - H	945 865,72 €	940 398,14 €	6 150 056,71 €	2 558 522,88 €	2 965 942,79 €	19 389,01 €	-13 399,14 €	26 808,41 €
RECOURS A L'EMPRUNT (INSCRIPTIONS BUDGETAIRES A COMPTER DE 2020)	3 500 000,00 €	3 500 000,00 €	3 000 000,00 €	3 500 000,00 €	3 000 000,00 €	3 000 000,00 €	3 000 000,00 €	3 000 000,00 €
RESULTAT GLOBAL PREVISIBLE DE L'EXERCICE	6 894 754,92 €	6 669 786,61 €	519 729,90 €	511 207,02 €	545 344,23 €	525 875,22 €	539 274,36 €	512 465,95 €
- ENCOURS DE LA DETTE AU 31/12 (hors EPF)	9 185 651,03 €	8 093 804,64 €	7 548 066,32 €	8 443 070,25 €	10 178 579,89 €	8 727 846,73 €	7 294 505,17 €	6 177 159,54 €
- RAPPEL ANNUITE DE LA DETTE (hors EPF)	1 189 472,22 €	1 341 990,15 €	1 310 326,74 €	1 383 704,09 €	1 452 328,19 €	1 659 249,21 €	1 598 392,67 €	1 243 916,55 €
- CAPACITE DE DESESTIMATION (en années)	2,57	2,20	3,68	3,24	3,99	3,45	2,88	2,50
- Taux d'epargne brute = Epargne brute / Recettes Reelles de Fonctionnement (Realise)	15,41%	16,26%	9,20%	11,57%	11,03%	11,03%	10,95%	10,63%
- ENCOURS DE LA DETTE AU 31/12 (EPF)	565 124,39 €	1 027 944,81 €	3 669 683,46 €	3 188 072,71 €	2 706 461,96 €	2 224 851,21 €	1 745 240,46 €	1 261 629,71 €
- RAPPEL ANNUITE DE LA DETTE (EPF)	66 725,01 €	129 087,85 €	209 221,17 €	555 042,36 €	545 411,17 €	535 779,98 €	526 150,14 €	516 517,54 €
RESULTAT GLOBAL PREVISIBLE DE L'EXERCICE	-11,76%	-22,18%	-13,21%	-16,42%	-14,25%	-14,25%	-14,25%	-15,32%
RECOURS A L'EMPRUNT (INSCRIPTIONS BUDGETAIRES A COMPTER DE 2020)	3 500 000,00 €	3 500 000,00 €	3 000 000,00 €	3 500 000,00 €	3 000 000,00 €	3 000 000,00 €	3 000 000,00 €	3 000 000,00 €
RESULTAT GLOBAL PREVISIBLE DE L'EXERCICE	-11,76%	-22,18%	-13,21%	-16,42%	-14,25%	-14,25%	-14,25%	-15,32%
RECOURS A L'EMPRUNT (INSCRIPTIONS BUDGETAIRES A COMPTER DE 2020)	3 500 000,00 €	3 500 000,00 €	3 000 000,00 €	3 500 000,00 €	3 000 000,00 €	3 000 000,00 €	3 000 000,00 €	3 000 000,00 €
RESULTAT GLOBAL PREVISIBLE DE L'EXERCICE	-11,76%	-22,18%	-13,21%	-16,42%	-14,25%	-14,25%	-14,25%	-15,32%

